

Les news

ALGÉRIE-OMAN

M. LAMAMRA À MASCATE

Larges convergences sur les questions arabes et internationales

Volonté de renforcer davantage les relations bilatérales

Page 24



ALGÉRIE-FRANCE

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'IPEMED, JEAN-LOUIS GUIGOU

«Il n'y aura jamais d'Union pour la Méditerranée sans le couple franco-algérien»

Page 24

Le Portugal pour la tenue d'un Sommet pour renforcer sa coopération avec l'Algérie

Page 24

PRÉSIDENTIELLE 2014



6 candidats en lice

P.p 3 à 6

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DÉBUTE DEMAIN

3 semaines pour convaincre



LES MÉDIAS ET LA PRÉSIDENTIELLE
Equité, neutralité, transparence

Page 8



LE PLAIDOYER DE LOUH
L'avocat, un acteur majeur dans la réforme du secteur de la Justice

Page 9



SCIENCE et VIE

BONHEUR

Pourquoi les gens heureux sont en meilleure santé ?

Pages 12-13

SOCIÉTÉ
VENDREDI À 00H27
Tremblement de terre de magnitude 4,3 à Arzew

Page 2

FOOTBALL

24^È JOURNÉE DU CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE LIGUE 1

Le Clasico JSK-MCA en vedette

Page 21

JUSTICE

BORDJ EL KIFFAN

Le voleur poignardé mortellement par la victime

15 ans de réclusion criminelle

Page 10

Météo

Régions Nord : 21° à Alger

Temps voilé à nuageux avec tendance orageuses notamment vers les hauts plateaux.
Les vents seront modérés 20/30 km/h.
La mer sera belle à peu agitée.



Régions Sud : 27° à Tamanrasset

Temps généralement dégagé à partiellement voilé de Sud-Ouest vers le Nord Sahara et l'Extrême sud.
Les vents seront de Nord à Nord-Est (30/40 km/h) avec soulèvements de sable locaux.

	Max	Min
Alger	21°	12°
Oran	21°	12°
Annaba	20°	10°
Béjaïa	23°	12°
Tamanrasset	27°	12°

Horaires des prières

Samedi 20 Joumada el oula 1435

Fajr	05:22
Dohr	13:20
Asr	16:23
Maghreb	19:04
Isha	20:23



M.E.R.S

Conférence ce matin des recteurs



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Mohamed Mebarki, présidera ce matin à partir de 9h au siège du ministère, les travaux de la Conférence nationale des recteurs et chefs d'établissements universitaires.

CONSEIL DE L'ORDRE DU BARREAU D'ALGER Election des nouveaux membres

Près de 500 avocats éliront aujourd'hui les 31 nouveaux membres du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger. Ce sera une journée décisive, les avocats étant appelés à renouveler la composition du Conseil de l'Ordre du barreau d'Alger qui élira à son tour le nouveau bâtonnier en remplacement de M' Abdelmadjid Selini qui a assuré quatre mandats successifs.

DEMAIN À 10H30

L'expert en économie Abdelmalek Seraï invité du Forum de DK News

M. Abdelmalek Embarek Seraï, P-DG de AIC, expert consultant, animera une conférence-débat au Forum de DK News, demain dimanche 23 mars à 10h30.

L'hôte du journal interviendra sur «Les priorités et urgences du programme du prochain Président de la République notamment dans l'économie et le développement».



La rencontre aura lieu au Centre de presse de notre publication, sise 3, Rue du Djurdjura Ben Aknoun, Alger.

AUJOURD'HUI AU MUSÉE DES ARTS MODERNES Exposition «Les moudjahidate, nos héroïnes»

La ministre de la Culture, Khalida Toumi, procédera, cet après-midi à 16h, au Musée des arts modernes et contemporains d'Alger, à l'inauguration de l'exposition «Les moudjahidate, nos héroïnes».



DU 23 MARS AU 1^{ER} AVRIL À BISKRA 2^e édition du camp des jeunes talents sportifs

Le ministère de la Jeunesse et des Sports organise, du dimanche 23 mars au 1^{er} avril, à l'Ecole régionale des sports olympiques de Biskra, la deuxième édition du camp des jeunes talents sportifs.

VENDREDI À 00H27 Tremblement de terre de magnitude 4,3 à Arzew

Un tremblement de terre de magnitude 4,3 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré vendredi dans la wilaya d'Oran, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). L'épicentre de la secousse qui s'est produite à 00h 27, a été localisé en mer à 13 km au Nord-Ouest d'Arzew, dans la wilaya d'Oran, a précisé le Craag.



JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU Expo et activités de sensibilisation à El Harrach

Sous le thème «Eau et énergie», le ministre des Ressources en eau célèbre jusqu'au 27 mars, la Journée mondiale de l'Eau, en organisant des journées portes ouvertes et des activités de sensibilisation sportives et récréatives.

Au programme ce matin 9h à l'embouchure d'Oued El Harrach : inauguration officielle de l'Exp'eau et du musée de l'eau.

DU 23 AU 26 AVRIL AU CC D'ORAN Salon des médicaments et des équipements médicaux

Le 17^e Salon international du Médicament et des équipements médicaux (Simem), se tiendra du 23 au 26 avril 2014 au Centre des Conventions d'Oran, ont annoncé hier les organisateurs.

Plus d'une dizaine de sociétés turques dont Samsun, prendront part à ce Salon qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques bilatérales en forte croissance entre l'Algérie et la Turquie.

COMMERCE

La Fédération nationale des grossistes en produits alimentaires est née

La Fédération nationale des grossistes en produits alimentaires a vu le jour mercredi dernier à Alger, avec pour mission la réglementation de l'activité des grossistes et la défense de leurs droits matériels et moraux a indiqué son président M. Saïd Kabli.

Cette nouvelle structure contribuera à la régulation du commerce de gros en alimentation générale et la défense des droits de plus de 400 000 grossistes.

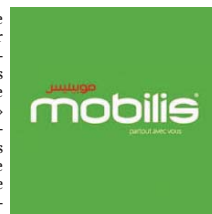
Moussa Touati signe «Le pacte algérien pour la justice»



Poursuivant ses rencontres avec les candidats à la présidentielle, le président du syndicat des fonctionnaires de la Justice M. Farid Mokhtari, a présenté mercredi dernier au candidat du Front national algérien, Moussa Touati, «Le pacte algérien pour la justice». A l'issue de la réunion, M. Touati a signé le pacte et a promis de le concrétiser s'il venait à être élu. Pour rappel, M. Touati est le troisième à signer ce pacte après M. Abdelaziz Belaïd et M. Ali Benflis.

TRISOMIE 21 Mobilis à l'écoute de l'ANIT

Mobilis, partenaire de l'Association nationale pour l'insertion scolaire et professionnelle des trisomiques (Anit) célèbre la «Journée mondiale de la trisomie 21» par la participation à l'organisation d'une journée portes ouvertes sur la trisomie 21, ce matin de 9h à 17h au Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs.



AUJOURD'HUI À LA SABLETTE Spectacles pour enfants

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, à concocter pour ce week-end, un programme spéciale enfance au niveau de la Sablette.

A cet effet, six spectacles de clowns sont programmés de 10h du matin jusqu'à 16h de l'après-midi.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Début demain de la campagne électorale

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain débutera dimanche, pour les six candidats retenus par le Conseil constitutionnel et se prolongera jusqu'au 13 avril, soit trois jours francs avant la date du scrutin.

Les six candidats en lice pour ce rendez-vous électoral, Abdelaziz Belaid, Ali Benflis, Abdelaziz Bouteflika, Ali Rebaïne Fawzi, Louisa Hanoune et Touati, ont installé leurs staffs de campagne et communiqué aux électeurs leurs programmes respectifs, notamment sur leurs sites Internet et à travers les réseaux sociaux. Le candidat Belaid, engagé par son parti, le Front Moustakbal, lancera sa campagne, à partir de la wilaya de Djelfa, sous le slogan «L'avenir c'est maintenant» et compte s'adresser directement aux électeurs dans 21 wilayas. Le candidat indépendant Benflis, soutenu par plusieurs formations politiques, débutera sa campagne à partir de Mascara, sous le signe «Oui pour une société des libertés», et animera des meetings électoraux dans les 48 wilayas du pays. Pour sa part, le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, dont la candidature à cette élection est soutenue par plusieurs partis politiques, fera campagne autour du mot d'ordre «Ensemble pour l'Algérie de demain, pour un avenir meilleur pour tous». Le candidat Touati, engagé par son parti, le Front national algérien (FNA), entamera ses sorties par la wilaya d'El Bayed, sous le slogan «Algérie pour tous les Algériens», compte sillonner 41 meetings à travers le pays où il expliquera aux électeurs son programme. De son côté, la candidate du Parti des travailleurs (PT), Hanoune, qui inaugurera sa campagne depuis Annaba, a choisi de défendre la thématique : «L'édification de la deuxième République».

Le candidat du parti AHD 54, Rebaïne, qui lancera sa campagne à Biskra sous le slogan «Développement-excellence-égalité»,

a prévu de s'adresser aux électeurs dans 30 wilayas. Les six postulants et leurs représentants vont répercuter aux électeurs leurs programmes électoraux à travers les médias audiovisuels, selon des créneaux horaires équitablement répartis et tirés au sort, par la Commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle. La Cnsep installée officiellement mardi dernier, et présidée par Fateh Boutbik, est composée de six membres représentant les six candidats en lice. Le tirage au sort qui consacre le principe d'égalité entre les postulants, leur permettra, à eux et à leurs représentants, d'intervenir pendant des plages horaires fixées par les médias audiovisuels.

En outre, les candidats ont à leur disposition d'autres supports de publicité, tels que les panneaux d'affichage affectés à cet effet, et installés à travers les communes du territoire national et les représentations consulaires algériennes à l'étranger. Les candidats et leurs représentants auront également, à leur disposition des infrastructures, notamment des salles et places publiques, pour abriter leurs réunions publiques.

Balises et respect des règles

Par ailleurs, la loi organique portant régime électoral a prévu des balises légales nécessaires à un déroulement correct de la campagne électorale notamment, le non recours à une langue étrangère, à tout procédé publicitaire commercial, l'utilisation des biens ou moyens d'une personne morale privée ou publique, institution ou organisme public ainsi que des lieux de culte et des établissements d'enseignement. En outre, durant la campagne électorale, les candidats

doivent s'interdire tout geste, attitude, action ou autre comportement déloyal, injurieux, illégal ou immoral et de faire usage des attributs de l'Etat.

La Cnsep et ses délégués locaux (wilayas et communes) veilleront au respect de l'ensemble des règles régissant la campagne électorale, à travers les éventuels recours qui leur parviendraient des candidats et leurs représentants. La loi électorale a défini les principes régissant la campagne, à savoir l'équité, l'égalité des chances entre candidats, la crédibilité, la probité, la concurrence loyale et le respect des règles de l'ordre public en ce qui a trait à l'action politique. Dans ce cadre, la Commission est appelée à veiller au respect par les candidats de l'interdiction d'utiliser les langues étrangères dans les activités politiques, au respect du programme électoral, à l'interdiction de la violation des dispositions d'organisation de meetings et de manifestations publiques et au recours à la publicité commerciale. Elle veillera également à garantir les droits des candidats à une distribution équitable du droit de parole dans les médias.

Elle est en outre, habilitée à ordonner l'arrêt immédiat de tout agissement interdit et le retrait du moyen de promotion, objet de litige ainsi que la saisine du procureur général à chaque fois qu'un comportement implique une qualité pénale. La campagne électorale sera notamment, suivie, tout au long de son déroulement, par des observateurs internationaux invités par l'Algérie, en plus des membres de la Cnsep, les candidats et leurs représentants.

APS

Coup de starter

Kamel Cherif

A 24 heures du coup d'envoi de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain, les candidats sont sur le qui-vive. Les permanences des six candidats, Abdelaziz Belaid, Ali Benflis, Abdelaziz Bouteflika, Moussa Touati, Louisa Hanoune et Ali-Fawzi Rebaïne (ordre établi par le Conseil constitutionnel) sont telles des ruches où l'activité bat son plein. Il s'agit d'effectuer les derniers réglages avant l'entame d'une campagne qui s'étalera du 23 mars au 13 avril. Les candidats et leurs staffs doivent faire preuve d'un long souffle du fait de l'intense activité qui les attend durant cette période quant au résultat final du 17 avril prochain. Certains candidats entameront leur périple aujourd'hui pour être prêts au début de la campagne électorale. C'est le cas de Moussa Touati qui sillonnera 41 wilayas du pays par route, de même que Abdelaziz Belaid, alors que les autres candidats effectueront la majorité de leurs déplacements par avion. Le candidat qui est en pole position dans cette élection, le président sortant Abdelaziz Bouteflika, bénéficiera d'une campagne électorale à la mesure de son statut. En plus de son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, désigné officiellement pour mener campagne, d'autres partis politiques se chargeront de cette mission. Il s'agit des deux partis majoritaires au Parlement, le Front de libération nationale (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND) auxquels s'ajoutent Tajamout Amal al Jazair (TAJ) de Amar Ghoul, le Mouvement populaire algérien (MPA) de Amara Benyounef ainsi que d'autres partis politiques. Des associations de la société civile et des personnalités politiques et nationales ont également mis en place un plan et une stratégie pour mener une campagne de proximité en faveur du Président Bouteflika à travers les wilayas du pays. C'est dire que le chef de l'Etat bénéficie d'un large soutien pour un quatrième mandat consécutif.

Pour leur part, Louisa Hanoune, Faouzi Rebaïne et Moussa Touati, s'apprentent à entamer une campagne électorale pour la 3^e fois dans la mesure où ils s'étaient présentés lors des deux précédentes élections présidentielles. Ces trois candidats jouissent déjà d'une expérience dans ce domaine et ont procédé à tous les réglages avant de débiter leur campagne électorale. Pour Rebaïne, le slogan retenu est «Développement, excellence, égalité», alors que celui de Hanoune est «L'édification de la deuxième République». Touati, qui se dit être le parti des personnes démunies a retenu comme slogan, «L'Algérie pour les Algériens». Pour Belaid qui incarne la jeunesse, «La force de la volonté» est retenu comme slogan, au moment où Benflis prône «Oui pour une société des libertés». Le Président Bouteflika a choisi Tamarassat, une wilaya de l'extrême sud.

À l'évidence, le chef de l'Etat a toujours prôné l'unité nationale et le Sud a toujours fait partie des priorités des programmes de développement du pays. Touati a également opté pour la ville du sud-ouest, El Bayadh où son parti compte le plus grand nombre d'élus locaux, de même que Rebaïne qui entamera sa campagne à partir de Biskra, une wilaya située aux portes du grand Sahara.

Quant à Benflis, il a choisi la ville natale de l'émir Abdelkader, fondateur de l'Etat moderne algérien. Hanoune s'est montrée plutôt nostalgique dans la mesure où elle entamera la campagne à partir de la ville où elle a passé une partie de la sa jeunesse, à Annaba. En somme, l'ensemble des candidats n'aurait oublié aucun détail et s'apprentent à entrer en force dans la campagne électorale qui exige d'eux beaucoup d'efforts et d'ingéniosité car la finalité c'est de convaincre les électeurs algériens, lesquels feront la décision le 17 avril prochain.

Confirmer les avancées démocratiques

Boualem Branki

J-1 du début de la campagne électorale pour la tenue de l'élection présidentielle du 17 avril prochain. Les états-majors politiques des six candidats sont déjà prêts à entrer dans une rude campagne électorale où les enjeux sont importants, cruciaux, déterminants pour l'avenir du pays. C'est dire que pour les six candidats et pour leurs partis, le moment est historique, solennel, car il s'agit de faire sortir des urnes un nouveau ou réélire un chef d'Etat pour mener l'Algérie dans les cinq prochaines années vers les contrées du développement social et économique, le progrès, l'amélioration des conditions de vie des algériens et placer l'Algérie définitivement sur orbite tant en matière de renforcement de la démocratie que répondre aux objectifs de bonne gouvernance. C'est en quelque sorte l'appel lancé depuis Oum El Bouaghi par le ministre de la Communication Abdelkader Messahel qui a rappelé que cette élection présidentielle va se dérouler dans la transparence, l'équité et la neutralité. Des principes qui font qu'un pays soit vraiment soucieux de donner la meilleure image de sa gestion politique interne et des procédés d'accès au pouvoir, pleinement enracinés dans la démocratie, l'alternance au pouvoir et le respect du choix des électeurs. L'Algérie, qui s'apprête donc à un vivre un moment politique solennel avec cette élection présidentielle est par ailleurs entrée de plain pied dans les grandes joutes électorales, une course politique entre différents états-majors de candidats qui, avec en bandoulière des programmes politique et économique consistants, en découlent lors de meetings, de talk shows ou de rencontres autour des thèmes de campagne. Cela donne une image d'une intense acti-

vité politique et d'une agréable sensation que les mœurs politiques dans notre pays ont grandi, mûri pour donner les fruits tant convoités d'une jeune démocratie. Un Etat où seuls les programmes politiques des candidats arrivent à capter l'attention des électeurs, sinon leur réalisation.

AJ-1 du début de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2014, les derniers réglages sont faits, les états-majors politiques des candidats prêts à aller sillonner le pays à la rencontre des électeurs. Cela donnera par ailleurs des joutes serrées, des meetings intenses, et une campagne électorale à la mesure de l'événement. Et c'est autant de points positifs pour l'Algérie que d'organiser une telle fête politique, au moment où les Algériens commencent toujours le cinquantenaire de l'Indépendance nationale. Et, côté environnement de cette élection, les commissions de supervision et de surveillance sont déjà en place. À l'échelle nationale et locale. Le dernier virage a été négocié avec l'installation de la commission nationale de surveillance de cette élection. Composée des membres représentants les six candidats retenus, elle doit «surveiller le processus de l'élection présidentielle, suivant le code électoral et pour la première fois cette commission s'est installée d'elle-même en toute démocratie», s'est réjoui le représentant d'un candidat. Quant à l'administration, dont le rôle est d'organiser matériellement et humainement cette élection. Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Ahmed Adli, a ainsi relevé «l'indépendance» de cette commission, indiquant que «nous avons mis à sa disposition tous les moyens humains et matériels pour garantir toutes les conditions devant permettre aux membres de la Commission d'accomplir leur travail correctement et dans les meilleures conditions». Les dés sont jetés et l'Algérie ne sera que plus renforcée, plus sereine et plus forte après ce scrutin.

PRÉSIDENTIELLE 2014

PRÉSENTATION DU PROGRAMME DES CANDIDATS

Bouteflika propose un «nouveau pacte» pour ancrer le développement et le progrès

Le candidat indépendant pour l'élection présidentielle du 17 avril 2014, Abdelaziz Bouteflika, propose dans son programme de campagne, pour laquelle il a choisi le slogan «Ensemble pour l'Algérie de demain, garantissons un avenir meilleur pour tous», un «nouveau pacte» visant à ancrer solidement les acquis liés au développement et au progrès.

Ce «nouveau pacte» se fixe pour objectifs majeurs de conforter la stabilité, d'enraciner une démocratie apaisée, de valoriser le capital humain, de bâtir une économie émergente dans le cadre d'une approche de développement durable et de renforcer les liens de solidarité sociale.

Le programme que propose le candidat Bouteflika pour le prochain quinquennat prévoit des «changements rendus nécessaires par l'évolution que notre pays a connue dans les domaines politique, économique et social».

Il propose «un renouvellement» de la démarche pour poursuivre l'œuvre de modernisation des institutions, de la société et de l'économie et se veut «le reflet des nouvelles attentes et aspirations de notre peuple d'être le véritable acteur d'un avenir de prospérité, de justice et d'équité».

La mise en œuvre de ce programme avec l'adhésion et l'effort de tous, «matérialisera la vision d'une Algérie forte, prospère et fraternelle». Ainsi, pour conforter la stabilité du pays, le programme mise sur les efforts «soutenus et constants» qui seront menés pour «pérenniser les valeurs de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954 et les acquis de la réconciliation nationale».

Dans ce cadre, l'accent sera particulièrement mis sur la promotion de l'identité

nationale dans ses trois composantes (arabité, amazighité, islam), le rejet de toute forme d'exploitation politicienne de l'une ou l'autre des composantes de l'identité nationale, la promotion des préceptes de l'islam authentique et la prévention et la lutte contre toutes les formes d'extrémisme.

Il en est de même pour le renforcement de l'indépendance de la justice, la lutte implacable contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'encouragement de la société civile à s'organiser en tant que vecteur de prise de conscience, force de proposition et vivier des élites politiques de demain.

Bâtir une économie émergente

Au sujet des réformes politiques engagées, le programme énonce que la dynamique engagée, ces dernières années, a permis des «avancées» sur le double plan de la pratique démocratique et de l'exercice des droits et libertés. Ces évolutions «nous placent aujourd'hui dans une situation propice à un nouveau saut qualitatif dans le renforcement des fondements républicains de notre Etat et la promotion d'une vie politique apaisée».

L'enjeu est de «transcender la division des courants politiques pour œuvrer à une plus grande convergence et participation, afin d'élargir le consensus national autour de la prise en charge des vrais défis présents et futurs qui se posent à la nation, notamment à travers la révision de la Constitution». Le programme projette aussi de renforcer les institutions de gouvernance afin de «consolider l'Etat de droit et d'améliorer la transparence, la participation et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques nationales

et locales». Dans ce cadre, l'effort portera sur «le parachèvement de la réforme de la justice et sa dotation de moyens additionnels pour renforcer son indépendance et sa crédibilité dans l'application de la loi pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la sécurité des personnes, des biens et des activités économiques». Les efforts seront aussi «intensifiés» pour moderniser l'administration, changer les comportements et garantir un service public «performant et répondant aussi bien à la demande sociale qu'à celle du secteur économique à travers l'introduction de modes de gestion, de suivi, d'évaluation et de contrôle rénovés». Au plan économique, le programme du candidat Bouteflika vise à bâtir une «économie émergente» totalement indépendante des hydrocarbures, à travers la valorisation des ressources humaines, de la connaissance et de la technologie. Le programme accorde également une importance particulière à la promotion de la jeunesse, de la femme, de la culture et du sport, ainsi qu'à la revitalisation des espaces ruraux dans le cadre d'une approche plurisectorielle. Au plan international, le renforcement de la coopération avec les pays du Sahel sera un des axes prioritaires de la politique extérieure en vue de mieux contribuer à la sécurité et la stabilité dans cette région. L'Algérie poursuivra son appui au peuple du Sahara Occidental pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination sous l'égide des Nations unies, tout comme elle continuera à témoigner son soutien actif au peuple palestinien pour l'établissement de son Etat souverain avec El-Qods pour capitale. Elle restera attachée à la relance du processus de construction ma-



ghrébine et impulsera le dialogue politique avec tous les pays arabes pour contribuer à revitaliser l'action commune au service des intérêts supérieurs des peuples arabes et de la sécurité arabe collective. L'Algérie continuera à œuvrer pour faire avancer l'agenda de l'Afrique en matière de paix et de sécurité, d'amélioration de la gouvernance, d'intégration régionale et continentale, et de développement de liens de partenariat qualitatif avec ses partenaires traditionnels, ainsi qu'avec l'Asie, l'Amérique du Sud et les pays émergents.

Avec l'Union européenne, la coopération sera intensifiée, y compris à travers des interactions dans le cadre de la politique européenne de voisinage rénovée, pour aboutir, à l'horizon 2020, à la mise en œuvre de la zone de libre échange Europe-Algérie dans des conditions d'équilibre des avantages.

Benflis : moderniser les institutions de l'Etat et consolider l'indépendance de la justice

La réforme des institutions de l'Etat qui passe par une justice crédible et indépendante et un renforcement du pluralisme politique, constitue l'axe principal autour duquel s'articule le programme électoral du candidat Ali Benflis pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain.

M. Benflis, qui entamera «symboliquement» sa campagne électorale à partir de Mascara, terre natale de l'Emir Abdelkader, propose dans son «projet de renouveau national» de «réformer l'Etat et ses institutions, réformer le modèle de développement économique ainsi que le modèle de développement humain et social».

Pour ce faire, il envisage la consolidation de l'indépendance de la justice par «la révision des modes d'accès à la fonction de magistrat, le renforcement des droits de la défense et le renforcement de la protection du magistrat et sa responsabilisation».

Benflis, promet également la révision du dispositif juridique relatif au Conseil supérieur de la magistrature ainsi que les statuts des différentes fonctions et professions judiciaires et parajudiciaires, de procéder à un nouveau découpage de la carte judiciaire et créer des juridictions de proximité et de juridictions spécialisées de proximité à rapprocher le justiciable de la justice. Dans le volet politique, le candidat indépendant préconise de «restaurer la norme constitutionnelle de la limitation à deux quinquennats du mandat présidentiel», engager un dialogue politique national pour approfondir et consolider la démocratie, mettre en place un Pacte national contre la corruption et la révision de loi électorale.

Pour ce qui est de la politique extérieure, l'ambitionne de réviser la carte du déploiement diplomatique et consulaire en fon-

ction des intérêts de l'Algérie ainsi que de la présence d'une communauté nationale dans le pays hôte, d'impulser la diplomatie économique et culturelle afin d'accompagner le développement économique et social.

Cet objectif nécessite la création de missions économiques et commerciales dans les principaux pays partenaires commerciaux et dans les pays qui représentent un marché porteur pour les exportations.

Pour une meilleure prise en charge de la communauté algérienne à l'étranger, il est envisagé la modernisation et la réorganisation des représentations consulaires qui seront à même d'assurer une meilleure prise en charge de nos concitoyens résidents à l'étranger, moderniser la présence consulaire et améliorer la protection consulaire de tous les Algériens à l'étranger».

Pour une Stratégie nationale de développement

Selon son programme électoral, Benflis mènera, s'il est élu, des actions dans le cadre de la promotion et le développement des relations internationales, notamment vis-à-vis du Maghreb, de l'Afrique, et de tous les partenaires de l'Algérie. Parachever la professionnalisation de l'ANP, réduire la durée du service national à une année et initier au plan régional la proposition d'un «système de sécurité coopérative régionale», sont autant de mesures qu'il compte prendre dans le domaine de la sécurité publique et nationale.

Dans le domaine économique, il propose «une Stratégie Nationale de Développement qui se donne l'ambition d'engager un processus de renouveau économique et

d'inscrire l'économie nationale dans une perspective durable de développement et de sortie de la rente». «Durant la période 2014-2019, la transformation institutionnelle conduira à l'instauration d'un Etat stratège et régulateur, intervenant de manière intelligente pour développer sa stratégie économique», lit-on dans ce programme.

Le plan de réforme qui sera mis en place, durant les cinq prochaines années, vise, entre autres, à atteindre un taux de croissance hors hydrocarbures de 7% en moyenne à partir de 2017, à porter la part de l'industrie dans le produit intérieur brut, au minimum, à 15% à l'horizon 2019, à accroître nos exportations hors hydrocarbures afin qu'elles atteignent au minimum la barre des 5 milliards de dollars en 2019.

Le secteur informel, qui occupe une place démesurée dans l'économie, fera l'objet d'une stratégie dédiée, alliant incitations à la formalisation et mesures de lutte contre la fraude. Des mesures dans les secteurs financiers et bancaires accompagneront ce plan.

Il s'agit de réduire la pression fiscale en ramenant le taux d'imposition des entreprises à 20% dès 2015, de supprimer progressivement la TAP à la fin 2017, le financement des collectivités locales sera alors en partie assuré par la nouvelle fiscalité locale.

Selon le document, dès 2015, les Lois de Finances seront basées sur un prix du baril de pétrole proche des prévisions internationales et une nouvelle Loi organique des lois de Finances (LOLF) sera introduite afin de mettre en place un système de programmation budgétaire pluriannuel de moyen terme. Il sera question aussi d'assurer la dépenalisation effective de l'acte de gestion



et d'inscrire au moins deux banques publiques dans un contrat de gestion avec un partenaire international reconnu.

Sur le plan social, M. Benflis propose aux Algériens de revoir les mécanismes de solidarité nationale et du filet social et la création d'un fonds, durant l'année 2015, appelé «Soundouk Enafaka», et dans le domaine de la santé il s'engage au 2e trimestre dans l'élaboration et la mise en œuvre du Programme Prioritaire de Modernisation des Structures de Santé.

A la fin 2015, aura lieu la révision de la carte sanitaire et de la politique de prévention. D'autres chantiers tels que l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, l'aménagement du territoire, la culture feront l'objet également de réformes, dans le programme du candidat Benflis.

PRÉSIDENTIELLE 2014

PRÉSENTATION DU PROGRAMME DES CANDIDATS

Louisa Hanoune axera sa campagne électorale sur l'édification de la «deuxième République»

La candidate du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune, axera sa campagne électorale de l'élection présidentielle 2014, qui sera entamée symboliquement par la wilaya de Annaba, sur la thématique de l'édification de la «deuxième République», a déclaré un des membres de sa direction, Ramdane Youssef Tazibt.

Le choix de Annaba pour donner le coup d'envoi à la campagne électorale de la secrétaire générale du PT se veut «symbolique» et placé sous le sceau de «la victoire», avec la reprise en main par l'Etat du fleuron de l'industrie sidérurgique en Algérie, le complexe sidérurgique d'El Hadjar, a précisé M.Tazibt à l'APS.

S'agissant du thème de campagne, le cadre du PT a expliqué qu'il renvoie à la «nécessité de rompre avec un demi-siècle du système du parti unique et d'aller véritablement vers une démocratie qui s'articule autour des droits et des libertés individuelles et collectives et une indépen-

dance de la justice». Le programme de la candidate Louisa Hanoune a «un contenu politique et institutionnel», a ajouté M.Tazibt évoquant, à ce propos, les réformes envisagées dans ces domaines, dont une «refonte» de la Constitution aux fins de «consolider les acquis socio-économiques de l'indépendance et d'en constitutionnaliser d'autres». La candidate à la présidentielle du 17 avril prochain promet, en outre, à ses potentiels électeurs des lois «égalitaires» entre tous les citoyens, censés avoir les «mêmes droits et devoirs», a également fait savoir M.Tazibt, par ailleurs vice-président de l'APN.

Droits au logement, à l'emploi, à la formation et à la santé

Abordant l'aspect économique du programme, il s'agira de mettre en avant les propositions et positions défendues jusque-là par la première responsable du PT, dont notamment la constitutionnalisa-

tion de la règle 51/49 se référant à la préférence nationale, la suspension ou l'abrogation d'accords conclus par l'Algérie avec des parties tierces et que «tous s'accordent à affirmer qu'ils ne l'avantagent pas», a expliqué M.Tazibt. Et de spécifier «l'annulation» des accords conclus avec l'Union européenne (UE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Zone arabe de libre échange (ZALE). Les droits au logement, à l'emploi, à la formation, à la santé ne seront pas en reste de la campagne électorale de Mme Hanoune, de même que la question du développement économique lequel est appelé à devenir «harmonieux» et «équitable» pour toutes les régions du pays, a ajouté M.Tazibt. «Le programme de Louisa Hanoune est caractérisé par un courage politique dans le sens où il aborde toutes les questions, dont celles jugées taboues comme la séparation entre le religieux et le politique, l'officialisation de Tamazight comme langue nationale avec l'obligation



de l'enseigner dans l'ensemble du territoire national, l'abrogation de la peine capitale, la transhumance politique, etc», a conclu le représentant du PT.

Moussa Touati pour une «Charte nationale» de développement

Le Front national algérien (FNA), dont le président Moussa Touati, est candidat à la présidentielle du 17 avril 2014, aspire à mettre en place une «Charte nationale» qui constituerait une «référence» pour toute politique institutionnelle et de développement du pays. Dans son programme électoral, le FNA a appelé à associer tous les Algériens sans exclusion dans l'élaboration de cette Charte, considérant qu'elle «consacrera la souveraineté du peuple» et permettra aux citoyens d'exprimer «librement leurs choix». L'option de la Charte nationale constitue la «voie la plus appropriée» à même de préserver la paix et la sécurité dans le pays, est-il mentionné dans le programme du parti, soulignant que la sécurité demeure une «priorité» pour le FNA.

A travers cette Charte nationale, le parti ambitionne aussi de «consacrer» le principe de l'alternance au pouvoir par la voie pacifique dans le cadre du respect de la Constitution et des lois de la République avec comme «objectif suprême» d'édifier

une «société plurielle garantissant aux citoyens le droit à la différence et à la liberté d'expression». Le parti plaide en outre pour un régime parlementaire permettant au peuple d'exercer sa souveraineté à travers ses élus et réhabiliter par la même les institutions élues. Sur le plan économique, Moussa Touati aspire à édifier une économie sociale qui contribuera à réduire les inégalités entre les différentes couches de la société.

Rétablir la confiance du citoyen et préserver les deniers publics

Pour le FNA, son programme s'inspire de la Déclaration du 1er Novembre 1954, qui doit demeurer une «référence» pour l'édification d'une Algérie moderne et d'une société démocratique sociale dans le cadre des principes de l'islam.

A travers la Déclaration du 1er Novembre, le FNA vise à «rétablir la confiance du citoyen, lutter contre la corruption et préserver les deniers publics». La formation

politique de Touati aspire aussi à édifier un Etat dont les fondements s'appuient sur «la justice sociale, le respect du multipartisme politique et de la volonté populaire, tout en rajoutant l'Etat algérien à travers l'alternance au pouvoir». Sur le plan économique, le FNA insiste sur la mise en place d'une économie sociale garantissant le droit à l'initiative et l'encouragement de l'investissement productif, notamment dans le secteur de l'agriculture afin d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires. Dans le même sillage, le parti plaide pour la réforme du système bancaire et monétaire en Algérie. La réforme du système de l'éducation nationale et de l'enseignement figure également parmi les axes prioritaires du programme du parti, qui suggère la création d'une académie de la langue amazigh, laquelle devrait constituer avec la langue arabe un «facteur de consolidation de l'unité nationale». Le parti a également suggéré de réduire la période du service militaire, alors que sur le plan de la



communication il a appelé à l'ouverture du secteur de l'audiovisuel. Par ailleurs, le FNA a appelé à l'instauration d'une «culture touristique» en Algérie en encourageant le tourisme interne.

Fawzi Rebaïne prône le développement, l'excellence et l'égalité

Le programme électoral candidat à la présidentielle du 17 avril 2014, Ali Fawzi Rebaïne, président du parti Ahd 54, est axé sur le développement, la transparence dans la gestion et l'égalité.

M. Rebaïne tentera de convaincre les Algériens, sur le plan économique, sur l'importance des réformes qui consacrent les règles de transparence, de crédibilité et de fluidité dans les rapports entre les différents acteurs économiques.

Le candidat à la présidentielle qui plaide pour un régime présidentiel d'un mandat de 5 ans sans limitation, propose la mise en place d'un Observatoire de Stratégie économique et de prospective.

Il propose également la réhabilitation de la Banque d'Algérie dans ses missions en lui accordant plus d'autonomie et de prérogatives et la création d'institutions financières crédibles.

M. Rebaïne compte ouvrir à la concurrence nationale et internationale, s'il est élu, l'ensemble des secteurs économiques notamment bancaires, assurances, transport et construction.

Sur le plan de décentralisation des pou-

voirs, M. Rebaïne envisage de convaincre les Algériens sur la nécessité du maintien du pouvoir «régalien» de l'Etat, ainsi que celui de ses instances représentatives au niveau des wilayates.

Il prône dans le même contexte, un découpage administratif élargissant le nombre de wilayates et de communes ainsi qu'une décentralisation des pouvoirs économiques et sociaux et une réhabilitation des pouvoirs exécutifs des Assemblées élues. M. Rebaïne compte dans la même lancée, convaincre les électeurs sur la non importance de l'existence du tiers présidentiel au Conseil de la nation, estimant nécessaire l'élection au suffrage direct de ce type d'institutions pour un mandat de 5 ans sans limitation.

Le programme du candidat de Ahd 54 plaide pour l'ouverture des champs des libertés politiques, syndicales et associatives ainsi que pour la réforme du système de sécurité sociale, et l'encouragement du modèle de la santé publique et de l'éducation-formation professionnelle.

Le candidat de AHD 54 œuvre pour le développement d'un système éducatif et de

formation, faisant sien les technologies les plus modernes, afin d'offrir au citoyen, explique-t-on, un savoir et une compétence professionnelle reconnus. Il prône également la mise en œuvre d'assises nationales pour une redéfinition du modèle pédagogique algérien et la refonte du statut de l'enseignant et du chercheur universitaire.

Sur le chapitre agriculture, pêche et agroalimentaire, Rebaïne propose la mise en place de filières agricoles spécialisées, d'assurer l'autosuffisance agricole en maîtrisant la carte de production, la mise en place de mécanismes d'affectation et de contrôle des crédits plus efficaces.

M. Rebaïne plaide pour l'assainissement et la libéralisation du foncier agricole et industriel et la réhabilitation des organismes de contrôle des investissements à vocation agricole. En matière de politique étrangère, le candidat ambitionne de privilégier les rapports et relations avec les Etats et les organisations internationales sur la base du respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il envisage également de privilégier un rapprochement partenarial d'intérêts avec l'Afrique du Sud et l'élargis-



sement des relations intermaghrébines, en accentuant la coopération ainsi que la redéfinition d'une politique arabe, africaine, vis-à-vis de l'Union européenne, du continent asiatique, des Amériques et de la Russie.

PRÉSIDENTIELLE 2014

PRÉSENTATION DU PROGRAMME DES CANDIDATS

Abdelaziz Belaïd pour une réforme «radicale» des systèmes politique et socio-économique

Le programme électoral du candidat du Front El Moustakbal (FM) à la présidentielle du 17 avril, Abdelaziz Belaïd, s'articule sur une réforme «radicale» des systèmes politique, économique et social du pays.

«La réforme radicale de nos systèmes politique, économique et social est devenue une revendication pressante des citoyens», lit-on dans le programme électoral du candidat dont l'APS a obtenu une copie.

Il s'agit d'engager un débat général sur le projet de la Constitution avec la participation de toutes les catégories sociales et puis le soumettre au référendum populaire.

Revoir la composante et les missions du Conseil constitutionnel notamment en ce qui concerne sa composante et sa relation avec les autres institutions constitutionnelles notamment la présidence de la Ré-

publique figure également parmi les réformes promises par M. Belaïd. S'agissant du secteur de la Justice, le candidat du FM, dont le slogan de campagne est «L'avenir c'est maintenant», considère que la véritable justice est un «préalable à toute bonne gouvernance et doit être accessible à tous les justiciables sans contraintes bureaucratiques ni complications procédurales».

Sur le volet défense nationale, le Front El Moustakbal affirme que cette instance «bénéficiera de toute l'attention qu'imposent le renforcement, la professionnalisation et la modernisation de potentialités de l'Armée nationale populaire».

Le Front propose ainsi de fixer la durée du service national à un an en attendant que ce service «s'étende aux filles ayant des diplômes universitaires comme première étape». Concernant les secteurs de l'éduca-

tion nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, le FM promet de restructurer ces trois secteurs afin qu'ils soient souples, diversifiés et liés au monde du travail.

Il s'agit aussi pour le Front de construire un projet global visant à promouvoir la jeunesse en tant que catégorie «efficace» dans la société et «lutter contre tous les fléaux et dérives qui affectent négativement sa personnalité». Un organisme national visant la promotion et l'intégration des jeunes dans la société sera créé, promet encore le Front, dont le candidat au scrutin du 17 avril est le plus jeune des 5 autres postulants à la magistrature suprême du pays.

Sur la place de la femme en Algérie, le Front El Moustakbal s'engage à assurer sa protection contre toute forme d'injustice, d'abus et de violence.



Installation à Alger de la Commission de wilaya de surveillance de l'élection présidentielle

La commission de wilaya de surveillance de l'élection présidentielle a été installée, jeudi à Alger, parallèlement à la désignation de son président.

A l'issue d'un vote public par l'urne auquel ont pris part les six représentants des candidats à la Présidentielle, M. Messaoud Touati, représentant du candidat Moussa Touati, président du parti du Front National Algérien (FNA), a été élu président de la commission.

La séance de vote s'est déroulée au complexe culturel Larbi Benmhidi sous la supervision du président de la Commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle, Fateh Boutebik en présence de représentants de l'Administration locale.

"L'action de la commission ne sera pas limitée uniquement à l'observation mais touchera également l'évaluation qui débouchera sur des recommandations visant la consécration du principe d'alternance", a fait savoir M. Boutebik ajoutant que "l'Administration a mis à la disposition de la commission tous les moyens nécessaires".

En réponse à une question sur la capacité de la Commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle d'atteindre ses objectifs sur le terrain, le même responsable a précisé que sa "commission se référera à la loi dans l'accomplissement de sa mission bien que certaines pratiques n'aient pas été mentionnées dans le texte de loi".

"La commission travaillera en coordination avec d'autres instances", a indiqué M. Boutebik précisant qu'elle sera également chargée d'organiser l'aspect technique de l'élection à commencer par l'attribution des salles, la détermination du volume horaire et des temps de parole des candidats lors de leurs passages à la télévision et à la radio ainsi que la disposition des bulletins de vote au niveau des bureaux de vote".

APRÈS L'EXPÉRIENCE DES LÉGISLATIVES ET DES LOCALES
La CNSEL supervise pour la première fois l'élection présidentielle

La Commission nationale de supervision des élections (Cnsel) supervisera pour la première fois depuis sa création, l'élection présidentielle du 17 avril, après avoir supervisé les législatives du 10 mai 2012 et les locales du 29 novembre 2012.

Préidée par le magistrat Brahmi Lachemi et composée de 362 membres, la Cnsel est chargée de s'assurer du respect de la loi tout au long du processus électoral, à partir du dépôt des dossiers de candidatures jusqu'à la fin du scrutin et l'annonce des résultats par le conseil constitutionnel.

La commission nationale de supervision des élections est habilitée en vertu de la loi à échanger des informations se rapportant à l'organisation et au déroulement des élections avec la commission nationale de surveillance des élections dont elle ne doit pas interférer dans le domaine de sa compétence.

La Cnsel veille au respect par les candidats de l'interdiction de l'utilisation des langues étrangères, du respect du programme électoral et des dispositions du règlement des rassemblements et des manifestations publiques et de l'interdiction de l'utilisation de la publicité commerciale dans le cadre du respect de l'égalité des chances, sachant que les dépenses sont plafonnées par loi à hauteur d'un million de dinars pour chaque candidat.

Par ailleurs, la loi électorale interdit l'utilisation de tout procédé publicitaire commercial à des fins de propagande durant la période électorale tout comme elle interdit l'usage malveillant des attributs de l'Etat. Est interdit en vertu de la loi électorale d'influencer les électeurs moyennant contrepartie, le recours aux manœuvres frauduleuses outre les financements étrangers.

Tout en relevant les interdictions, la commission veille au respect des droits des candidats dont la répartition des plages d'intervention dans les médias et la garantie des placards destinés aux affiches des candidats. La commission est chargée de faire cesser tout comportement interdit ou de procéder au retrait du support publicitaire objet du contentieux et d'informer le procureur général lorsque les faits dont elle est saisie comportent une qualification pénale.

La commission a été créée en vertu de la loi organique portant régime électoral



de 2012 à la demande de partis et de personnalités politiques. Le président de la République nomme le président et les membres de la commission. La Cnsel est habilitée, sur saisine ou de sa propre initiative, à prendre des décisions exécutoires afin de garantir la conformité aux dispositions de la loi électorale, de la part des candidats et partis en lice et des instances chargées de l'organisation des élections.

Selon des sources judiciaires, quatre sous-commissions de la Cnsel ont été installées à Washington, Tunis, Paris et Marseille (France). Chaque sous-commission compte 4 magistrats.

M. Brahmi Lachemi, président de la Commission avait affirmé lors d'une allocution prononcée à l'occasion de l'installation officielle de la Cnsel, que «La création de cette commission consacre le respect par l'Algérie de tous les engagements nationaux et internationaux pris pour la protection de l'exercice par les citoyens de leurs droits fondamentaux, conformément aux dispositions de la constitution et aux normes internationales relatives aux élections».

La loi organique relative au régime électoral a défini les règles de la campagne électorale et déterminé les types de dépassement pouvant susciter l'inter-

vention de la Cnsel.

Les saisines et recours nécessitent un traitement sur la base de l'expérience passée de la Cnsel. Des efforts doivent être consentis pour l'adapter à la nature de l'échéance présidentielle et la doter des moyens matériels et humains nécessaires, a estimé son président.

Il a appelé les membres de sa commission à observer les règles d'éthique prévues par le guide pratique de la Cnsel notamment en ce qui concerne l'obligation de réserve, de neutralité et de respect des principes de Justice.

Les membres de la Cnsel sont choisis parmi les magistrats de la Cour suprême, du conseil d'Etat et des cours de justice. Les femmes représentent près du tiers de la composante de la Cnsel dont les membres ont déjà exercé dans le cadre de la même instance à la faveur des précédentes échéances.

La commission se réunit à l'issue de l'opération électorale pour la rédaction et l'adoption de son rapport final avant de le soumettre au président de la République conformément à l'article 15 du décret présidentiel 12/68 du 11 février 2012 fixant son organisation et son fonctionnement.

APS

PRÉSIDENTIELLE 2014

Plusieurs organisations régionales et internationales participent à l'observation de la présidentielle

Plusieurs organisations internationales et régionales ont répondu favorablement à l'invitation de l'Algérie de participer en tant qu'observateurs à l'élection présidentielle du 17 avril prochain.



La Ligue arabe et l'Union africaine étaient les premiers à avoir répondu à l'invitation de l'Algérie. Ainsi, la Ligue arabe a dépêché, la semaine dernière, une mission d'observation conduite par Mohamed Sbih, secrétaire général adjoint de la Ligue, dans le cadre d'un protocole d'accord entre l'Algérie et l'organisation panarabe sur l'observation de l'élection présidentielle.

La mission d'observation de la Ligue arabe consiste en l'observation de toutes les étapes du processus électoral sous la supervision de son président, selon les termes du protocole. M. Sbih avait affirmé que l'organisation panarabe était soucieuse d'un scrutin «transparent» qui exprime la volonté du peuple ajoutant que la Ligue arabe dépêchera une mission de 120 observateurs sur deux étapes.

La première le 11 avril et la deuxième le 13 du même mois, soit à quatre jours du scrutin. Les observateurs de la Ligue arabe travailleront aux côtés de leurs homologues d'autres organisations régio-

nales et internationales dont l'Union africaine (UA), l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'Union européenne (UE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU).

De son côté, la commissaire aux Affaires politiques de l'Union Africaine, Aisha Laraba Abdullahi, a indiqué que l'UA dépêchera pour la présidentielle du 17 avril une mission de 200 observateurs représentant différents secteurs, la société civile et le Parlement panafricain.

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra avait annoncé à partir du Caire où il a participé à la 141e session des ministres arabes des Affaires étrangères, que des observateurs de plusieurs organisations régionales et internationales participeraient à l'élection présidentielle du 17 avril. Outre les observateurs de la Ligue arabe et de l'UA, l'organisation de la coopération islamique dépêchera une dizaine d'observateurs alors que l'UE et l'ONU seront représentées par des experts qui seront chargés de l'ob-

servation et du suivi technique de l'élection», avait indiqué M. Lamamra. Il avait annoncé par ailleurs que des personnalités internationales indépendantes de France, de Belgique et d'Espagne notamment sont également attendues pour l'observation du processus électoral à Alger et à travers le territoire national.

Concernant l'intérêt accordée par la Ligue arabe aux échéances électorales en Algérie, le chef de la diplomatie algérienne a soutenu que l'expérience algérienne était toujours prise comme exemple en ce qui concerne la maîtrise de l'organisation et de la répartition judicieuse des tâches outre l'aspect administratif lié aux commissions chargées de l'observation, de la supervision et de l'organisation des élections. Il a enfin souligné que la prochaine présidentielle constituera «une occasion importante pour renforcer le processus démocratique» et «permettra au peuple algérien d'exprimer librement sa volonté dans la transparence et la régularité».

M. BRAHMI PRÉSIDENT DE LA CNSEL Éviter tout ce qui est de nature à perturber l'échéance électorale

Le président de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle (Cnsel), Brahmi Lachemi, a appelé l'ensemble des citoyens, des acteurs et des candidats à l'élection présidentielle du 17 avril 2014 «à faire preuve de responsabilité» et à «éviter tout ce qui est de nature à troubler cette échéance nationale».

A l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur l'opération de supervision de l'élection présidentielle, à la veille du début de la campagne électorale, M. Brahmi a exhorté les électeurs, les candidats et leurs représentants, l'administration et les médias publics et privés «à faire preuve de responsabilité à l'égard du pays en évitant tout ce qui est de nature à troubler cette échéance nationale».

Il a dans ce sens appelé «à respecter les règles de la concurrence loyale et à éviter tout ce qui est de nature à perturber le scrutin présidentiel». Le président de la Cnsel a également appelé les magistrats en charge de la supervision de l'opération électorale à faire preuve d'impartialité et d'intégrité dans leur mission qui consiste à «examiner tout dépassement pouvant toucher à la crédibilité et à la transparence de l'opération électorale, toute violation de la loi électorale et toute saisine de la commission nationale de surveillance des élections et de prendre les décisions qui s'imposent», a-t-il ajouté. «Il est important de prime abord de définir un plan de déploiement judicieux des membres de la commission et de leurs assistants, d'arrêter un calendrier pour cette période et de mettre en place les mécanismes juridiques pour trancher d'éventuelles saisines dans les délais et conformément à la loi», a indiqué le responsable.

Il a mis l'accent sur «l'importance» de la campagne électorale qui débutera dimanche prochain, précisant que le rôle de la commission consiste essentiellement à «constater l'état d'engagement de tous les participants, à savoir les candidats et leurs représentants d'une part et l'administration d'autre part. Le rôle de la commission consiste également à «remédier aux dépassements et prendre les décisions qui s'imposent, conformément aux dispositions de la loi organique portant régime électoral et aux dispositions y afférentes».

Dans ce sens, M. Brahmi a souligné que la commission qu'il préside «ne ménagera aucun effort pour assumer pleinement ses missions, en faisant preuve d'équité au service du pays et de fidélité aux principes d'une justice libre et intégrée». Des communications suivies d'un débat sur plusieurs thèmes liés au cadre juridique et organisationnel de l'opération de supervision de la présidentielle figuraient au programme de cette journée d'étude, tenue à huis clos, et à laquelle ont participé les membres de la cellule centrale ainsi que les présidents des sous-commissions locales et leurs membres.

APS

La Commission de surveillance de la présidentielle reçoit une donation pour son fonctionnement et non des indemnités

Le ministère de l'intérieur et des collectivités locales a indiqué jeudi que les membres de la commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle ne percevaient pas d'indemnités mais que la commission recevait une dotation réservée à son fonctionnement pour le renforcement de son indépendance.

Le ministère précise que conformément à la loi relative au régime électoral, cette commission est dotée d'un budget de fonctionnement dont les modalités de gestion sont fixées par voie réglementaire. «Il ne s'agit donc pas d'indemnités mais d'une dotation réservée au fonctionnement de la commission pour assurer à celle-ci le renforcement de son indépendance», note la même source.

Ces précisions interviennent suite à la publication par des journaux de la presse nationale d'articles «dévoilant selon eux une violation de la loi, au motif qu'un décret exécutif non publiable aurait attribué aux membres de la commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle, des in-

demnités et ce en violation flagrante de la loi». Le ministère affirme dans ce sens qu'en application de l'article 186 de la loi sus citée, la commission est dotée d'un budget de fonctionnement dont les modalités de gestion sont fixées par voie réglementaire. Le décret dont il est question, permet aux membres de ladite commission lors de leurs différentes missions et notamment lors de leurs déplacements «de ne pas avoir de contrainte d'hébergement et de pouvoir aussi faire face aux frais de restauration, sans qu'ils soient obligés, comme ce fut le cas lors des précédentes opérations électorales, d'être pris en charge par l'administration». Le ministère rappelle également dans sa mise au point que l'article 187 de la même loi «est suffisamment clair lorsqu'il interdit l'octroi de toutes indemnités aux représentants des candidats pour que l'on puisse faire le contraire avec la facilité qui ressort de la lecture des articles de presse. Comme si l'élaboration d'un décret n'était pas régie par des règles de contrôle et soumise à des conditions très rigoureuses».

HASSAN BEL HÉMI, COMMERÇANT

La fidélité n'a pas de prix !

but de cette commission est de participer à la campagne électorale en popularisant les réalisations et les projets, les visions d'avenir du président Bouteflika. Les moyens ? Notre seule énergie, notre volonté et celle de tous ceux qui peuvent mener un travail quotidien de proximité, qui accordent de l'importance à ce que disent les citoyens qui les approchent ou qu'ils rencontrent au cours des actions de proximité. Ces initiatives sont organisées : des meetings seront tenus spécialement vers les jeunes, les jeunes chômeurs, les travailleurs, les femmes et en

direction de toutes les couches de la population qui se manifesteront.» M. Ben Héli poursuit : «Nous avons des commissions dans les 48 wilayas et nous comptons organiser au moins 35 activités populaires, dans 35 villes importantes.» «Nous faisons les choses dans les règles, dans le respect de la loi qui fixe le démarrage de la campagne au dimanche 23 mars. Sachez tout de même que nos affiches sont disponibles, les pins représentant notre logo (L'Olivier fécond) sont sur le point d'être remis aux responsables de wilaya. Nous ouvrons des locaux à Ben Aknoun,

à la cité Malki, aux Asphodèles, et dans toutes les localités.» L'initiateur de la commission est coauteur d'une autorisation à mener ces actions signée de la main du Directeur de la campagne nationale du candidat Abdelaziz Bouteflika, ce qui ouvre bien des portes et permet de travailler au grand jour.

M. Bel Héli est fier de rappeler qu'après l'élection de 1999 le président en personne est venu à son domicile le féliciter pour son action. «Notre apport est de profiter de la souplesse de notre organisation pour multiplier les effets des grandes manifestations, sans être aucunement dépendant de quelque structure que ce soit. Nous sommes une des rivières qui apporte son eau et son énergie au fleuve.»

O. Larbi

Depuis 1999, il a participé à toutes les campagnes électorales des présidentielles. Du candidat puis du président Abdelaziz Bouteflika. Cette année encore, il se lance et crée la « Commission indépendante de soutien au moudjahid Abdelaziz Bouteflika » qu'il domicilie dans ses locaux sur le versant Ben Aknoun du val d'Hydra.

A l'entrée, sur la droite, une kheima d'accueil des visiteurs et des personnalités fort nombreuses et des associations comme les jeunes du pré-emploi, Seve, des personnalités politiques de tous bords.

Hassan Bel Héli écoute et prend note des propositions et éventuellement des doléances, car «ceux qui entrent ici ne sont pas des opportunistes ; il viennent parce qu'ils sont convaincus que le Président Bouteflika est comme l'olivier : solide et fécond.» «Le

CARTE DE JOURNALISTE Le projet de décret exécutif soumis au gouvernement

Le projet de décret exécutif relatif à la carte professionnelle du journaliste se trouve «au niveau du secrétariat général du gouvernement», a indiqué, jeudi à Oum El Bouaghi le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel.

Le projet de décret exécutif relatif à la carte professionnelle du journaliste a atteint «une étape avancée» et a été «soumis au gouvernement», a affirmé M. Messahel au cours d'un point de presse improvisé à l'issue d'une visite de travail dans cette wilaya.

«En tant que ministre du secteur, je veux que cette carte soit établie dans de brefs délais pour permettre aux journalistes de s'organiser et de mettre de l'ordre dans l'exercice de ce métier», a souligné le ministre, mettant l'accent sur «l'urgence d'avoir un partenaire puissant qui favorisera un dialogue permanent et utile». Revenant sur la portée de la formation spécialisée qui vient d'être dispensée à des journalistes en matière d'activités parlementaires, M. Messahel a rappelé qu'une formation analogue, liée cette fois au secteur de la justice, sera ultérieurement organisée au profit des journalistes.

Le ministre a également fait part de l'organisation prochaine de stages de formation dans les métiers de l'audiovisuel (cameramen et scénaristes, notamment).

Il a indiqué, dans ce contexte, que des programmes de partenariat ont été établis avec plusieurs pays arabes et européens pour favoriser l'échange d'expériences entre différents médias. Rappelant les efforts déployés par l'Etat pour développer ce secteur, M. Messahel a indiqué que le «désenclavement audiovisuel et télévisuel» figure parmi les priorités de son département, avant d'insister sur «l'importance des radios de proximité dans la sensibilisation des citoyens à la portée de la prochaine élection présidentielle».

Il a de nouveau appelé les professionnels du secteur à «se conformer au triptyque «équité, transparence et neutralité» dans la couverture de cet important rendez-vous électoral. Une demande pressante de la part de pays arabes, européens, asiatiques et d'Amérique latine a été enregistrée pour la couverture de cet événement national, a encore souligné le ministre, précisant que les préparatifs sont en cours pour assurer les conditions les plus favorables à tous les médias chargés de la couverture de l'élection présidentielle en Algérie.

LES MÉDIAS ET LA PRÉSIDENTIELLE 2014

MESSAHHEL L'A ANNONCÉ :

Equité, neutralité, transparence

- Poursuite de l'installation à travers le pays des commissions de surveillance du scrutin
- «Le système Multimedia Exchange Network Over Satellite opérationnel en juin prochain»

Le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, a rappelé à Oum El-Bouaghi où il effectuait une visite de travail, le «triptyque équité-neutralité-transparence» qui doit présider au traitement médiatique de l'élection présidentielle du 17 avril 2014. Un triptyque, a-t-il précisé, qui sera respecté durant tout le processus électoral, à commencer par la campagne électorale prévue à partir de dimanche prochain.

Rappelant la visite d'inspection «satisfaisante» qu'il a récemment effectuée aux studios d'enregistrement au Club des Pins et au Centre international de presse de Kouba, le ministre de la Communication a de nouveau appelé les médias publics à sensibiliser le citoyen



à l'importance de participer à cette élection qui constitue un «devoir national important».

Il a également rappelé que pour garantir le bon déroulement de la couverture médiatique, un «nouveau

matériel» sera utilisé pour la première fois, en plus du millier de journalistes et de techniciens de la télévision et des professionnels de la Radio nationale, mobilisés pour couvrir la campagne électorale des candidats.

M. SID AHMED FERROUKHI L'A INDIQUÉ

La loi de Finances 2014 prévoit des crédits d'investissement à taux d'intérêt bonifiés dans la pêche et l'aquaculture

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, M. Sid Ahmed Ferroukhi, a indiqué, jeudi à Tipasa, qu'une disposition de la loi de finances 2014 prévoit la possibilité d'octroi, par les banques, de crédits d'investissement à taux d'intérêts bonifiés dans la filière de la pêche et de l'aquaculture.

«Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une démarche du Gouvernement visant à atténuer les charges des opérateurs du secteur, par leur accompagnement dans les différentes phases de la mise en place de leurs projets d'investissement», a précisé le ministre, en marge d'une visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya.

La contrepartie attendue de ce soutien de l'Etat est, selon M. Ferroukhi, tel qu'il l'a signifié aux professionnels du secteur, de «réaliser



des projets qui tiennent compte des impératifs de la préservation des ressources halieutiques, et de la protection de l'environnement et des écosystèmes marins».

En inspectant, à Tipasa, un projet de réalisation d'une ferme de conchyliculture, la troisième en son genre au niveau national, le ministre a demandé à son

promoteur d'en accélérer la cadence des travaux, en vue d'approvisionner le marché en moules et en huîtres, tout en lui suggérant d'entrevoir la possibilité de dégager un excédent de production pour le destiner à l'exportation. D'un investissement de 130 millions de DA, cette ferme prévoit, à sa mise en exploitation en 2015, de produire

annuellement 400 tonnes de moules et 50 tonnes d'huîtres. Auparavant, il a été présenté au ministre des études de réalisation de plages d'échouage à Fouka, Sidi Ghilas et Larhat, ainsi que l'esquisse d'un projet de construction, à Fouka, d'un port de pêche intégré.

Concernant l'investissement dans l'aquaculture, la wilaya est en voie d'agréer 10 projets relevant de ce domaine, ainsi que l'aménagement, à Damous, d'une zone d'élevage aquacole.

Le secteur de la pêche dans la wilaya de Tipasa a bénéficié d'une enveloppe de 150 millions de DA, au titre du programme complémentaire alloué à la wilaya par l'ex- Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de sa dernière visite, rappelle-t-on.

MME DALILA BOUDJEMAA L'A DÉCLARÉ Environnement : exonération et allègement fiscaux pour favoriser l'industrie du recyclage

Les investisseurs dans les métiers du recyclage vont bénéficier d'une exonération fiscale pendant les deux premières années de leurs activités pour encourager le développement de cette filière, a déclaré jeudi à Alger la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, Dalila Boudjemaa.

Selon Mme Boudjemaa, citant l'article 32 de la loi de Finances 2014, les activités de collecte du papier usagé et de déchets ménagers ainsi que les autres déchets recyclables, sont assimilées à des activités artisanales, soumises au régime de l'impôt forfaitaire unique, au taux de 5%.

Les personnes physiques qui investissent dans ces activités artisanales «bénéficient d'exonération d'impôts durant les deux premières années», a précisé la ministre qui a visité deux unités de recyclage de papier et carton (Rouiba) et de plastique (Les Eucalyptus).

Ces investisseurs bénéficieront également d'une réduction «graduelle» d'impôts durant les trois années qui sui-

vent la période d'exonération, a ajouté Mme Boudjemaa. Les investisseurs dans le recyclage bénéficient d'une réduction d'impôts de 70%, contre 50% la quatrième année et 25% la cinquième année, selon l'article 32 de la loi de Finances 2014. «Nous travaillons avec le ministère des Finances pour préparer le décret définissant les produits recyclables et les modalités d'application des mesures d'exonération et d'allègement d'impôts. Il y aura d'autres mesures en faveur du développement de ces activités», a-t-elle expliqué. Cinquante unités spécialisées dans les recyclages de déchets activent sur le territoire national, a noté Mme Boudjemaa qui y voit le «fruit de la stratégie nationale de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés». A l'unité de «Madar For Papers» de Rouiba, créé en 2006, la délégation ministérielle a reçu des explications sur le processus de recyclage du papier et du carton dont la collecte se fait en convention avec une trentaine de micro-entreprises lancés dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi de



jeunes «Ansej», selon son directeur général Nadir Saci.

La délégation a visité également l'établissement «Recycal» lancé en 2013 dans la zone industrielle des Eucalyptus pour récupérer et recycler des emballages plastiques, d'une capacité de traitement de 60 tonnes/jour.

APS

PROGRAMME AADL-CNEP : La bonne nouvelle de Tebboune 8 700 souscripteurs recevront leurs décisions fin avril

Quelque 8 700 souscripteurs au programme «Aadl-Cnep» recevront leurs décisions avant la fin du mois d'avril, a annoncé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune.

L'Agence d'amélioration et de développement du logement (Aadl) a régularisé la situation de près de 8 700 logements dans le cadre de son programme conjoint avec la Cnep dont 4 000 logements réalisés dans la wilaya de Constantine, a précisé M. Tebboune lors d'une cérémonie de remise des clés aux bénéficiaires des logements Aadl à Ain Benian (Alger).

«Tous les logements sont fin prêts, ne restent que les travaux de voirie et réseaux divers (VRD)», a indiqué le ministre ajoutant que les décisions seront remises aux souscripteurs vers la fin du mois d'avril.

«L'Aadl peut désormais se consacrer à son nouveau programme «Aadl2» après avoir réglé son contentieux avec la Cnep-banque» -en suspens depuis des années- et achevé son premier programme de logement (55 000 logements de type location-vente)», a fait savoir M. Tebboune.

Fin 2006, l'agence avait lancé, en partenariat avec la

L'Aadl a, jusqu'à présent, lancé des projets pour la réalisation de 100 000 logements dans le cadre de son nouveau programme qui vise à réaliser 230 000 logements de type location-vente.



CNEP-banque, un programme pour la réalisation de 65 000 logements de type location-vente pour prendre en charge les dossiers restants du premier programme lancé en 2001. Ce programme n'a vu que la réalisation de quelque

1 000 logements, en raison de problèmes d'ordre administratif.

271 souscripteurs au premier programme Aadl du site Belle Vue à Ain Benian (Alger) ont reçu, leurs décisions dans l'attente de la remise des décisions aux

autres souscripteurs bénéficiaires de logements au niveau du site de Draria la semaine prochaine. Les bénéficiaires ne recevront les clés qu'après la fin des travaux de VRD.

M. Tebboune a imputé le retard des travaux aux mauvaises conditions climatiques.

Déploquant le retard dans la réception des logements estimé à une dizaine d'années, le ministre a réaffirmé la détermination de son département à ne pas reproduire le scénario de

l'ancien programme Aadl. Concernant les souscripteurs de 2001 et de 2002 ayant actualisé leurs dossiers l'année dernière, M. Tebboune a révélé que 53 000 d'entre eux ont reçu leurs ordres de versement de la première tranche du prix du logement, en attendant les 13 000 souscripteurs restants avant la fin avril. Par ailleurs, il a révélé que le nombre de dossiers des nouveaux souscripteurs est de 400 000 dossiers acceptés parmi les 700 000 souscripteurs ayant reçu un accord de principe après leur inscription électronique, indiquant que la réception des dossiers se poursuivait et qu'aucun délai n'a été fixé. L'Aadl a, jusqu'à présent, lancé des projets pour la réalisation de 100 000 logements dans le cadre de son nouveau programme qui vise à réaliser 230 000 logements de type location-vente. Bénéficiaire de ce programme, les anciens souscripteurs à l'Aadl qui ont actualisé leurs dossiers en 2013 ainsi que les nouveaux inscrits via Internet en septembre dernier.

**M. HOCINE NECIB
L'A A DÉCLARÉ
98%
de la population
algérienne
sont raccordés
au réseau AEP**



Quatre-vingt-dix-huit pour cent de la population algérienne sont raccordés à un réseau d'alimentation en eau potable et 75 % d'entre elle reçoit de l'eau en continu, a déclaré, jeudi à Alger, le ministre de l'Hydraulique et des ressources en eau, Hocine Necib.

«Sur les 98 % de la population algérienne raccordée à l'eau potable, 75% reçoit de l'eau en continu soit 24h sur 24 ou soit une ou deux fois par jour et 25% de la population restante reçoit de l'eau avec une réduction dans la fréquence de distribution», a précisé M. Necib, lors d'une journée de sensibilisation aux changements climatiques, organisée par le ministère de l'hydraulique, en collaboration avec l'organisme de coopération allemand GTZ, sur la thématique:

«Changements climatiques : quels défis pour les ressources en eau». Le ministre a ajouté sur le même sujet que les eaux usées et épurées étaient destinées à l'agriculture en vue de l'irrigation. S'exprimant sur les changements climatiques, M. Necib a indiqué que c'était l'une des préoccupations majeures du secteur de l'hydraulique, rappelant que les perturbations climatiques avaient un impact négatif sur les ressources en eau.

De son côté, le conseiller au ministère de l'hydraulique, Rachid Taïbi a rappelé que les modèles globaux réalisés par l'organisation mondiale de météorologie montraient que les changements climatiques mondiaux se répercuteront négativement sur l'Algérie.

Ces changements auront pour impact sur l'Algérie une baisse de la précipitation, l'accroissement des phénomènes extrêmes comme la sécheresse et des pluies torrentielles qui conduiront à des inondations, a-t-il ajouté.

Pour M. Taïbi, la préservation des ressources en eau doit s'effectuer à travers l'atténuation des changements climatiques via la réduction de la consommation et des rejets d'énergies, la mobilisation et la régulation des ressources hydriques par des barrages. Pour sa part, le directeur climatologique national, Djamel Bouchérif, a suggéré la mise en place de systèmes de veille et d'alerte pour les inondations, sécheresses et vagues de froid.

Le directeur en climatologie a noté l'importance de mettre ces systèmes de veille à la disposition de tous les secteurs pour une aide à la décision en cas de changements climatiques brusques.

APS

LA PLAIDOYER DE LOUH L'avocat, un acteur majeur dans la réforme du secteur de la justice

Le ministre de la Justice et garde des sceaux M. Tayeb Louh, a souligné jeudi soir à Tlemcen, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'avocat, le rôle prépondérant que joue cet acteur majeur dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la justice. Au cours d'une cérémonie, organisée à cette occasion, en présence des bâtonniers et avocats de diverses régions du pays, le ministre a rappelé la participation des avocats algériens durant la guerre de libération nationale dans la défense des militants du FLN, incarcérés dans les prisons de l'administration coloniale française.

Les avocats algériens, une fois l'indépendance recouvrée, ont contribué à la mise en œuvre des premiers textes de la législation nationale sous la conduite du premier ministre de la justice de l'époque, le défunt Amar Bentoumi », a encore rappelé M. Louh, ajoutant que les robes noires se sont pleinement engagées dans les réformes du secteur de la justice, initiées en 1999, par le Président Abdelaziz Bouteflika, avec la mise en place de la commission nationale chargée de la réforme de ce secteur.

Ces réformes visent à renforcer les fondements du système judiciaire et sa modernisation pour assurer la défense des libertés des personnes et de leurs biens ainsi que le rapprochement de la justice du citoyen », a souligné M. Louh.

Par ailleurs, le ministre a expliqué que ces réformes visent un même objectif, celui de faire de la justice, un recours garantissant les droits du citoyen contre tous les dépassements et un bouclier protégeant la société de tous les maux sociaux et atteintes ». Dans ce contexte, M. Louh a rappelé le contexte difficile que traversent les régions limitrophes aux frontières nationales, ½ situation qui exige une cohésion entre les citoyens et l'Etat pour faire face aux défis, par la consolidation du sens de la citoyenneté et de la culture du respect de la loi».

M. Tayeb Louh n'a pas omis de mentionner les réformes initiées par son département ministériel comme la création de tribunaux de proximité pour régler des affaires ordinaires, la consécration du principe de la présomption d'innocence et l'extension des pouvoirs de la justice hors des frontières nationales pour traiter des affaires concernant les membres de la communauté algérienne à l'étranger et les entreprises nationales.

Pour sa part, le président de l'union nationale des avocats, M^e Anouar Mustapha, a évoqué, dans son intervention, la portée et la symbolique de la journée nationale de l'avocat, coïncidant avec l'assassinat du moudjahid et homme du barreau, le chahid Ali Mendjeli, le 23 mars 1957. Le même orateur a appelé les membres de la communauté de la défense à conjurer



leurs efforts pour défendre leurs acquis nationaux et à remplir leurs nobles missions.

Le garde des sceaux a visité le tribunal administratif et la cour de Tlemcen. Au niveau de cette dernière instance, il a donné, par le biais du système de la visioconférence, une communication dans laquelle il a abordé les grands chantiers de son ministère, comme la modernisation du secteur, le rapprochement de la justice du citoyen et la formation.

TISSEMSILT Les Taxieurs urbains irrités par la concurrence de loyale des clandestins

Le phénomène des taxis clandestins prend de l'ampleur à Tissemsilt. Les «stations» de cette activité illégale sont partout et dans les différents quartiers du chef lieu de wilaya, à proximité des établissements, des marchés, même dans les stations de taxis légales. Leur nombre augmente, de jour en jour. En effet, dans chaque station, on les trouve alignés, parfois par dizaines. A la station de taxis de la gare de Tissemsilt menant à Alger et Blida, un «taxieur» légal a indiqué que «les fraudeurs font la loi. Ils stationnent là où ils veulent et nous n'avons pas le droit de garer alors que nous payons les impôts, allant de 9.000 à 20.000 DA, sans compter la licence et l'assurance. Bien que la loi interdise cette activité, celle-ci (clandestinité) est plus que tolérée, puisqu'elle se pratique au grand jour». «C'est faux affirmer certains, la plupart d'entre eux ne sont pas des chômeurs, il y a même des retraités et des salariés qui activent dans ce créneau, a-t-il ajouté. En effet, a-t-on constaté, à la station menant vers Alger, des enseignants y viennent pour s'adonner à ce métier après leurs horaires de travail. Ils l'utilisent comme une profession qui leur permet de gagner plus d'argent». «La situation s'est aggravée en l'absence de contrôle», a déploré notre interlocuteur.

Approché, un clandestin raconte: «Je suis un diplômé et père de famille. Je n'ai pas un emploi digne, donc je suis contraint de me rabattre sur cette activité pour subvenir aux besoins des miens.» Un autre a indiqué que le transport informel a toujours existé.

Aujourd'hui, ce moyen frauduleux est devenu un phénomène qui menace le secteur des Transports. Pour faute d'emploi, ces personnes font cette activité pour gagner leur pain. En effet, il existe des gens qui achètent des voitures et les mettent à la disposition des jeunes pour ce travail.

Ces derniers gagnent jusqu'à 4.000 DA par jour et les partagent avec le propriétaire du véhicule. Ces fraudeurs concurrencent les taxis, même dans les stations-taxis réglementaires.

Abed Meghit

Un dangereux repris de justice ecroué

Les éléments de la police judiciaire de la Sûreté urbaine de Laâyoune, wilaya de Tissemsilt, ont mis fin aux agissements d'un jeune et dangereux repris de justice qui agissait à l'arme blanche de paisibles citoyens sans défense avant de leur subtiliser tous leurs biens personnels. Cet individu qui était déjà recherché par la justice, a été présenté devant le procureur de la République près le Tribunal de Theniet El-Had qui l'a placé sous mandat de dépôt pour port d'arme blanche et agression des citoyens.

A. M.

BORDJ EL KIFFAN

Mourad âgé de 45 ans, a assassiné Rabah âgé de 39 ans, l'affaire est traduite devant la justice, une année plus tard, verdict : 15 ans de réclusion criminelle. Les faits de ce crime odieux au domicile du Mourad, a 4 heures d matin alors qu'il était plongé dans un sommeil profond.

A.Ferrag

Mourad entendit des coups à la porte, ayant ouvert il distingua la silhouette d'un homme auquel il demanda d'abord de décliner son identité le visiteur ne répondit pas.

D'une intention de cambrioler et qui débouche sur un drame bouleversant malheureusement pour le voleur, cet acte lui coûtera la vie.

Le voleur était cependant armé d'une arme blanche, désarme et retourne l'arme contre lui quatre coups de couteau reçu au thorax et à l'abdo-

Le voleur poignardé mortellement par la victime



men et au crâne mort sur place, il baigne dans une immense mare de sang.

Mourad sera arrêté quelques heures plus tard, ce dernier ne nie pas les faits retenus contre lui.

Mourad comparait une année plus tard. Au prétoire sur la demande du président retraça les faits tels que racontés auparavant en insistant sur le fait que n'importe quel homme, aurait fait de même.

«Monsieur le président, j'ai certes, tué la victime, mais j'étais en position de légitime défense, qu'on n'oublie pas que c'est moi que l'on a agressé dans

cette affaire, j'ai tué le voleur, c'était un accident, je ne voulais pas le tuer»

Les faits sont clairs et le représentant du ministère public, mettant l'accent sur la gravité des faits, requiert 20 ans de réclusion criminelle.

La défense, pour sa part qui plaide la légitime défense, et insiste sur le fait que son client n'avait pas l'intention de donner la mort à la victime. Mon client doit bénéficier de circonstances atténuantes dira-t-il lors de sa plaidoirie.

Après les délibérations d'usage, la cour accorde les circonstances atténuantes, le verdict : 15 ans de réclusion criminelle contre Mourad.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS La Sûreté de daïra de Bouzaréah mène campagne

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des forêts qui coïncide avec le 21 mars de chaque année, la cellule d'écoute et de l'action préventive relevant de la Sûreté de daïra de Bouzaréah, a mené en collaboration avec les représentants de la société civile et du mouvement associatif, plusieurs campagnes de reboisement, d'entretien et de réhabilitation d'espaces verts à travers la circonscription de Bouzaréah. Cette initiative écologique qui s'inscrit dans le cadre des efforts de la DGSN visant à promouvoir la culture de l'environnement au sein de la société, a été lancée officiellement le 16 mars, avec la mise en terre de 110 arbres et autres plantes de décorations à travers l'ensemble des Sûretés urbaines de Bouzaréah. Concernant les espaces publics, les mêmes services ont procédé le 17 mars dernier en compagnie de l'association des scouts musulmans algériens (groupe Mohamed Ikbal), à la plantation de 50 arbres au niveau du centre pour enfance assistée «Bachir El Ibrahim» d'El Biar. L'opération qui s'est déroulée dans un esprit convivial et familial s'est achevée par la distribution de présents aux pensionnaires de l'établissement qui ont pris beaucoup de plaisir à participer à l'opération de plantation.

La campagne de reboisement qui s'est poursuivie hier au niveau du Centre des sports et loisirs de Baïnem avec la participation des représentants de l'association caritative El Bachir, des enfants à besoins spécifiques et des membres de l'association des scouts musulmans algériens, prendra fin aujourd'hui avec la plantation de près de 350 autres arbres.

R.Rachedi

PROJET DE DÉCHARGE PUBLIQUE DE REGHAÏA : Le ministère de l'Environnement pour une solution associant les habitants

La ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement Dalila Boudjemaa a indiqué jeudi que le ministère était toujours en contact avec les habitants de Réghaïa (est d'Alger) pour trouver «ensemble» une solution au projet d'implantation d'une décharge publique contrôlée, décriée par les riverains.

«J'ai reçu des citoyens (de Réghaïa) au ministère avec qui nous avons discuté (...) Ils n'avaient pas compris la nature du projet (du CET). Nous nous sommes déplacés vers eux pour leur expliquer et ils ont compris», a dit Mme Boudjemaa lors d'une visite à Alger. «Nous voulons leur donner plus de temps parce qu'avant que je ne sois ministre, je suis une citoyenne et je comprends les citoyens (de Réghaïa). Nous sommes toujours en contact avec eux et nous continuons de les sensibiliser. J'espère que nous trouverons une solution ensemble», a-t-elle ajouté.

Les habitants des quartiers de Djaafri et Bensaidane avaient réitéré leur refus du projet



du CET, lors d'une rencontre dimanche, qui a tourné à la protestation avec une délégation du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Mme Boudjemaa a expliqué la protestation de ces habitants, réunis à la salle de cinéma «El Bey» du chef-lieu de Réghaïa, par cette tendance qu'ont les Algériens à se comporter quand ils débattent d'un sujet, soulignant que la délégation a réussi à leur expliquer la nature du projet.

Contrairement à ce que disent les riverains du chantier, la ministre assure que «les études de choix de site, de faisabilité technico-économique, géotechnique, de

danger et d'impact du projet ont été faites». Elle a appelé les habitants de Réghaïa à «nous faire confiance».

Le CET de Réghaïa, d'une capacité globale de 2,5 millions de tonnes, traitera exclusivement les déchets ménagers générés par les 160.000 habitants de cette commune qui produit 20 tonnes de déchets par jour, a encore assuré Mme Boudjemaa.

Depuis fin 2013, les habitants de Bensaidane et Djaafri bloquent de façon récurrente le trafic ferroviaire de la banlieue «Est» d'Alger pour protester contre ce projet, implanté en face de leurs quartiers, exigeant sa délocalisation.

M I L A

Une commission de «haut niveau» a été chargée de «diagnostiquer» le secteur de la santé dans la wilaya de Mila et «particulièrement la situation de l'hôpital de Ferdjious», a annoncé jeudi le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.

Une Commission pour "diagnostiquer" le secteur



Le ministre, qui effectue une visite d'inspection dans cette wilaya, a expliqué cette décision par la situation «précaire» dans laquelle se débat notamment l'hôpital Mohamed-Med-dahi de Ferdjious sur les plans de «l'organisation et de la gestion», avant de faire état de la suspension, jeudi, de son directeur.

Lors de son inspection de cet hôpital de 240 lits, M. Boudiaf a été approché par de nombreux citoyens et patients, se plaignant, en particulier, du «manque flagrant et injustifié de moyens, de produits médicaux» et de «l'absence de soins liés aux spécialités médicales de base».

Cet établissement est notamment confronté à l'absence des spécialités de gynécologie-obstétrique, de néphrologie, de cardiologie, de chirurgie orthopédique, d'endocrinologie,

d'ORL, de neurologie et d'hématologie. Le ministre s'est engagé à désigner «dans les meilleurs délais», dans les établissements hospitaliers de la wilaya, des médecins spécialistes qui répondront à ses besoins. Il a relevé, dans ce contexte, que l'Algérie formera durant l'année en cours 2.200 médecins spécialistes.

Selon les responsables locaux du secteur, la wilaya de Mila est confrontée à un «déficit énorme» en médecins spécialistes et ne compte actuellement que 160 praticiens spécialisés dont la majorité est en poste dans les deux hôpitaux de Chelghoum Laïd et d'Oued Athmania.

Ce secteur totalise, dans cette wilaya, une capacité de 1.089 lits dont 340 à l'hôpital psychiatrique d'Oued Athmania, aux côtés de cinq (5) établissements publics de santé de proximité

(EPSP), 39 polycliniques et 53 salles de soins. Dans un point de presse au terme de sa tournée, M. Boudiaf qui s'est engagé à «améliorer la situation de la santé dans la wilaya de Mila dans un délai de deux mois», a affirmé «s'engager à mettre en chantier, prochainement, six hôpitaux et plusieurs polycliniques retenus pour la wilaya, au titre du programme complémentaire.» Au chef-lieu de la wilaya, le ministre a inauguré, au lotissement Ben-Maamar, une nouvelle polyclinique réalisée pour 88 millions de dinars où il a constaté, avec satisfaction, la disponibilité des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux, ainsi que l'efficacité de la gestion. M. Boudiaf a également inspecté l'hôpital principal de la ville de Mila dont il a visité les différents services et pavillons.

DJELFA 200 nouveaux postes budgétaires pour le paramédical

Les équipes paramédicales du secteur sanitaire public de Djelfa ont été renforcées par 210 nouveaux postes budgétaires, au titre de l'exercice 2013, a-t-on appris du directeur de l'Institut de formation paramédicale de la wilaya.

Près de 8 700 candidats (de niveau de troisième année secondaire) se sont présentés au concours ouvert pour occuper ces postes, a indiqué à l'APS, M. Ahmed Lamine Naâs, informant que les concernés ont déjà examiné, le 1^{er} mars courant,

dans 4 matières écrites. L'annonce des résultats de ce concours se fera dès le parachèvement des corrections qui se déroulent, actuellement, au centre régional de correction de Djelfa, désigné pour couvrir également les wilayas d'El Oued, Biskra, M'sila, Médéa, Tissemsilt et Tiaret, a-t-il ajouté.

En 2011, la wilaya de Djelfa avait bénéficié de 450 postes budgétaires destinés au renforcement du secteur en aides-soignants. Les admis à ces postes ont reçu une formation théorique et appli-

quée de deux années, au niveau de l'Institut paramédical de Djelfa.

Selon M. Naâs, les lauréats du concours, de cette année, bénéficieront d'une formation similaire, avant leur recrutement par les secteurs sanitaires des différentes communes et daïras de Djelfa, suivant les besoins de chacune d'elles.

À titre indicatif le chef-lieu de wilaya a bénéficié de 52 postes, tandis que chaque daïra a été destinataire de 14 postes, à l'exception de celles de Messad, et El Idrissia,

qui ont reçu 16 postes à cause de l'ouverture, récente, en leur sein, de nouvelles unités de soins. En outre, le secteur avait bénéficié, en 2012, de 10 postes budgétaires destinés aux sages-femmes, contre 5 nouveaux postes en 2013, selon la même source, qui signale que les candidates à ces postes, dont la sélection a été faite sur la base de leurs notes au baccalauréat, bénéficient d'une formation à l'Institut national de formation supérieure des sages-femmes de Tizi-Ouzou.

Soirée caritative au profit des enfants cancéreux

De jeunes talents de la scène artistique et musicale ont animé mercredi soir à la Salle Ibn Zeydoun un concert caritatif au profit des enfants cancéreux.

Le gala s'inscrit dans le cadre de la 2ème édition du spectacle «Concert contre le cancer» organisé par le web magazine culturel Bab edd'Art et l'association aouia pour la prise en charge des enfants cancéreux, en partenariat avec l'Office Riadh el Feth (OREF).

L'événement, consacré à la sensibilisation à la prévention du cancer

par le dépistage, a mobilisé de nombreux artistes, des journalistes, des médecins et autres bénévoles fort impliqués dans cette action dont l'objectif vise à aménager des espaces multimédias et de loisirs au profit des enfants cancéreux dans un hôpital de la capitale.

Humour et musique étaient au menu, avec Nabil Asli à l'animation, pour gratifier le public venu nombreux à ce spectacle ponctué par des titres phares du Gnawi avec le majestueux Cheikh Bemol, de la Pop musique, du Reggae ou encore du chaâbi

interprétés par Sadek Bouzinou, Djamil Mohamed Ghoul, Kawther Mezini et Mihamed Djender.

La représentante de l'Association Daouia a affirmé que «l'écho repercuté par la première édition a encouragé les bénévoles à entreprendre une seconde expérience».

Selon l'Institut national de la santé publique, plus de 40 000 nouveaux cas de cancer sont recensés chaque année en Algérie. Les cancers du colon, des poumons, du col de l'utérus et de la prostate les plus répandus.

APS

JOURNÉE MONDIALE DE LA TRISOMIE 21

L'association d'Aïn Defla a égayé les enfants

Si la trisomie 21 demeure la cause principale du retard mental chez les personnes déficientes intellectuelles, elle reste mal connue du grand public. A l'occasion de la «Journée mondiale de la trisomie 21», la section d'Aïn Defla de l'association nationale s'est mobilisée pour informer et sensibiliser l'opinion publique à travers des animations et des conférences afin de mettre dans la lumière les personnes qui vivent avec une trisomie 21 à Aïn Defla.

Même si cela a duré que 24 heures... C'est justement toutes les 24 heures que naît un bébé trisomique dans notre pays ! Une conférence qui a réuni plus de 300 personnes pour une journée placée sous le thème «Avec vous nous intégrons et avec vous nous serons heureux». Le «Collectif de l'association d'Aïn Defla qui s'est rassemblé autour de ces enfants atteints de la trisomie s'engage pour que soient respectés les droits et la dignité de leur pairs. Ils dénoncent le dépistage prénatal de masse, lutte pour l'admission des enfants trisomiques à l'école, favorise leur parcours professionnel dans des entreprises ordinaires mais aussi leur inclusion en ville à travers un accompagnement humain et adapté tout au long de leur vie» a expliqué le président de la section Mr Smail Benmoumène sur les ondes de la radio d'Aïn Defla.

«Santé et bien-être - accès et égalité pour tous»

Dans la salle des conférences du centre de récupération et soins de l'Opow de Khemis Miliana, il a été proposé un programme diversifié avec la présence de nombreuses personnalités. Les spécialistes se sont mobilisés pour poser un regard positif et rassurant sur la vie que peuvent avoir ces enfants. L'association célèbre pour la première fois cette journée avec pour objectifs «Santé et bien-être - accès et égalité pour tous» ce qu'a été élaboré par le personnel du INSP de Khemis Miliana et de la santé, entre psychologues, orthophonistes et pédiatres. En présence du chef de daïra, le maire de la ville, le DJS M. Bakhti Mohamed Amine et la presse locale, un programme très riche a été proposé par l'association.

Faghoul Hamza connu sur le nom de «Mama Messaouda»

Par ailleurs, nous avons signalés la présence de notre grand Ami Faghoul Hamza connu sur le nom de «Mama Messaouda du jardin fantastique» avec le modeste magicien M. Brahim Seddiki ; qui sont venus de Tiaret et Tipasa spécialement pour égayer les enfants et leurs parents par leurs gags et plaisanteries. Il y a eu «Kids Athletics» sur le terrain gazonné de l'Opow en collaboration avec la ligue du sport scolaire de la wilaya d'Aïn Defla et la fanfare de Médéa qui a divertis les présents avec des chants et refrains éblouissants et nationalistes.

Un message d'espoir pour toutes les mamans

Les enfants et adultes porteurs de trisomie 21 ont exprimé leurs choix de vie, et pris la parole dans les instances et commencé à porter le message associatif dans ce colloque. Un message d'espoir pour toutes les mamans : «Chère maman. N'aie pas peur. Ton enfant pourra faire beaucoup de choses ; il pourra te faire des câlins, il pourra courir vers toi, parler et te dire qu'il t'aime... Il pourra aller à l'école, comme tout le monde, travailler et gagner un salaire. Parfois, ce sera difficile, très difficile. Mais chère maman, ton enfant pourra être heureux. Comme je le suis. Et tu seras heureuse aussi». C'est un magnifique message d'espoir que lancent ces enfants, lors de cette Journée mondiale de la trisomie 21.

Air Algérie et Essalam à l'honneur des enfants trisomiques

Un match de football a eu lieu à l'honneur de ces enfants, qui s'est tenu au stade de l'Opow entre l'équipe d'Air Algérie et l'association Essalam et qui s'est terminé avec score d'égalité (3-3) sous les applaudissements des enfants et leurs parents ainsi que les autorités civiles et militaires. Bravo pour tous ceux qui ont donné la joie à ces enfants entre bénévoles, entreprises nationales et privées, association caritables, notamment celle des orphelins, des volontaires, des étudiants et aussi le personnel paramédical, les directions de la jeunesse et des sports, de l'éducation, des affaires religieuses, la Protection civile et tous les bienfaiteurs.

Salim Ben

BONHEUR

pourquoi les gens heureux sont en meilleure santé

Pourquoi nous rebat-on autant les oreilles avec le bonheur parfait ? Être heureux est-il aussi important qu'on le pense ? Assurément, plusieurs études scientifiques en ont fait la démonstration.

Vivre heureux pour vivre plus longtemps

Répété comme un mantra, le bonheur serait à la portée de tous. Pour être heureux chacun aurait sa recette. Celles-ci seront d'ailleurs l'objet d'une nouvelle émission "Les secrets du bonheur" diffusée ce mardi soir sur France 2. Être heureux serait donc facile... mais à quoi ça sert ? Quels sont les bénéfices ? Les chercheurs en ont trouvé plusieurs.

La meilleure façon de vous convaincre qu'être heureux est bon pour vous serait de vous avancer que le bonheur représente un gage de longévité...

Et ce serait le cas, si on suit la conclusion de chercheurs de l'University College de Londres. Ils ont découvert que les gens heureux réduisaient leur risque de mort prématuré de plus de 35 %. L'étude s'est intéressée à 4 000 participants, âgés de 5 à 79 ans, suivis pendant cinq ans. Laps de temps durant lequel les scientifiques ont enregistré le nombre de décès. Au cours de ces 5 ans, les sujets devaient évaluer à quatre moments de la journée leur état d'anxiété ou de bien-être. Au bout de cinq ans, il est apparu que les personnes qui s'estimaient les plus heureuses avaient moins de chances de mourir que celles qui se sentaient malheureux : 3,6% des "heureux" étaient décédés contre 7,3 % des gens "malheureux".

Vivre heureux pour être moins malade

Il existe un lien entre le bonheur et la santé. Autrement dit, plus vous seriez heureux, moins vous risqueriez de choper certaines maladies. Un peu facile ? En tout cas,

ça marcherait pour le rhume et la grippe. Des chercheurs de l'université américaine Carnegie Mellon de Pittsburgh en Pennsylvanie ont souligné l'impact positif des pensées positives contre ces deux pathologies. 193 patients âgés de 21 à 55 ans ont eu droit à un check-up médical complet. Leur état émotionnel a également été passé en revue,

les chercheurs faisant le distinguo entre les traits positifs des patients (calme, joyeux, énergique) et négatifs (déprimés, tristes, anxieux, agressifs).

Les participants ont consenti à être exposés à des virus responsables du rhume ou de la grippe. Ils ont ensuite été placés en quarantaine pendant six jours pour voir qui

contractait l'une ou l'autre de ces pathologies. Résultat, les patients les plus "forts" émotionnellement avaient tendance à moins attraper le rhume ou la grippe. S'ils étaient malades, ils présentaient moins de symptômes et étaient plus résistants que les patients à la personnalité plus "négative".



PLUS ON EST JEUNE, PLUS ON BAILLE !

L'âge pourrait expliquer le bâillement par contagion selon une nouvelle étude scientifique américaine.

Bâiller est contagieux. Mais quelle est la cause de ce phénomène d'imitation ? L'âge plutôt que l'empathie pourrait être responsable de ce mystère d'après les résultats de l'étude publiée dans la revue spécialisée PlosOne.

Mais cette théorie avancée par les chercheurs de l'Université Duke ne semble pas résoudre réellement cette énigme. En effet, la grande majorité des variations entre les différentes réactions au bâillement contagieux reste inexplicable. Les chercheurs ont analysé des données médicales et cognitives de 328 volontaires. Ils ont utilisé des questionnaires spécifiques pour tester l'empathie des participants, leur énergie et leurs niveaux de fatigue et de sommeil.

Les témoins ont dû regarder une vidéo dans laquelle différentes personnes baillaient pendant 3 minutes. Les scientifiques ont constaté que 222 des participants ont baillé au moins une fois pendant la vidéo, et certains ont baillé jusqu'à 15 fois.

L'âge est un indicateur de bâillement par contagion

Plus de 80% des personnes de moins de 25 ans ont baillé en voyant la vidéo, tandis que 60% des personnes entre 25



et 49 ans l'ont fait. Et seulement 41% des personnes de 50 ans ou plus ont baillé par contagion, selon les résultats de l'étude qui montre que bâiller devient moins contagieux lorsque nous vieillissons.

« Contrairement aux études précédentes indiquant que l'empathie, l'heure, ou l'intelligence peuvent influencer le bâillement contagieux, nous n'avons trouvé aucune influence de ces variables sur nos participants », a déclaré le docteur Elizabeth Cirulli, auteur de l'étude et professeur adjoint en médecine du Center for Human Genome Variation de l'école de médecine de l'Université Duke.

« L'âge était l'indicateur de bâillement contagieux le plus important, et en fin de compte, même l'âge n'était pas si important », a affirmé l'auteur de cette étude. « Mais, la grande majorité des variations entre les différentes réactions au bâillement contagieux reste inexplicable ». En effet l'âge n'a pu expliquer que 8 % de la variabilité de la réponse de bâillement contagieux. La grande majorité de la variabilité de ce trait est resté extrêmement stable mais inexplicable.

Mais le Dr Cirulli n'explique pas pourquoi le bâillement contagieux diminue avec l'âge.

Insolite : les nouveaux nés font déjà le lien entre l'espace et le temps

Les nourrissons possèderaient déjà à leur naissance une représentation de l'espace, du temps et des quantités. C'est ce qu'ont démontré des chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

L'espace, le temps et les quantités sont reliés dans l'esprit humain. Mais comment ces connections viennent-elles à l'esprit ? C'est sur cette question que se sont penchés des chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) afin de découvrir si les représentations de l'espace et du temps étaient présentes dans notre esprit dès la naissance.

Expérience à la maternité de Bichat

Pour répondre à cette question, un protocole expérimental a été mis en place au sein de la maternité de l'hôpital Bichat, permettant d'enregistrer l'attention visuelle de 96 nouveaux nés âgés de 2 jours en moyenne. L'expérience les plaçait dans une situation sollicitant leur vision et leur audition.

Dans une première phase, les nouveaux nés entendaient pendant une minute une séquence de sons évoquant une quantité numérique (6 ou 18 syllabes) et une durée (1,4 ou 4, 2 secondes, pendant qu'ils voyaient sur un écran une ligne légèrement en mouvement.

Dans une seconde phase, on leur présentait de nouvelles séquences visuelles et auditives, légèrement modifiées par rapport à la première phase : une ligne plus longue avec une quantité de sons plus élevés ou une ligne plus longue et une quantité de sons réduite.

Deux jours après la naissance ils reconnaissent l'espace et le temps

"Les résultats ont montré que les nouveaux nés réagissent quand ces quantités changent de manière assortie (ligne plus longue et quantités de sons plus élevée). Ils sont donc capables de relier une quantité numérique et une durée, à une longueur dans l'espace. Ce protocole expérimental a permis de montrer que, seulement quelques heures après leur naissance, les êtres humains sont déjà sensibles à la structure commune du temps, de l'espace et de la quantité" expliquent le Dr Maria Dolores de Hevia et le Dr Véronique Izard du Laboratoire de psychologie de la perception de l'Inserm.

Les scientifiques se posent maintenant la question de savoir si d'autres dimensions, comme la lumière ou la sonorité, sont également concernées.

Les sports aquatiques, les plus efficaces contre le diabète

C'est prouvé, l'activité physique permet de lutter contre le diabète. Les activités aquatiques sont les plus indiquées pour réduire la glycémie.

Natation, aquagym, aqua-boxing. Les sports aquatiques font un bien fou : ils sculptent, affinent, détendent. Chez les diabétiques, ils permettent de faire baisser leur index glycémique. La Société francophone du diabète, auteure d'une étude sur le sujet, recommande un bain de 2h30 par semaine. «En pratiquant 150 minutes d'activité physique dans l'eau toutes les semaines, les diabétiques voient leur taux de glycémie diminuer significativement», suggère l'étude, relayée par Destination santé.

S'activer dans l'eau serait encore plus bénéfique que la marche ou la gymnastique. L'Unité mobile d'éducation Thérapeutique diabète de la Haute Côte d'Or en Bourgogne l'a vérifié auprès de 98 patients, sportifs réguliers. Leur glycémie a été mesurée par des tests sanguins réalisés après une séance de natation, de marche ou de gymnastique. Les résultats ont été comparés. Globalement, la glycémie a baissé de 0,50 g/l après l'effort. Mais la piscine a eu une



longueur d'avance sur les autres sports : le taux de glucose dans le sang a diminué de 0,59 g/l après une séance de natation, contre 0,46 g/l pour la marche et 0,31 g/l pour la gym. Ces bons résultats s'expliquent par l'effort d'endurance et la contre-résistance induite par l'eau.

Demander l'avis du médecin
Le sport, associé à une alimentation équilibrée, est recommandé pour prévenir et lutter contre le diabète. Il améliore la sensibilité des cellules à l'insuline et favorise l'équilibre glycémique (en diminuant le taux de glucose dans le sang). Aussi, en prévenant

la prise de poids, il prévient les maladies cardiovasculaires.

Les non sportifs et diabétiques de longue date sont invités à consulter leur médecin avant de se remettre un sport, surtout après l'âge de 50 ans, ou 20 ans de diabète.

Obésité infantile : le manque d'affection des parents en cause

Vous menez vos enfants à la baguette ? Méfiez-vous, vos enfants auraient plus de risque de devenir obèses. L'autoritarisme parental peut s'imprimer sur le tour de taille des enfants. Une étude de l'université McGill au Canada met en garde les parents trop rigides et peu affectueux envers leur progéniture. Cette éducation stricte imposée sans contrepartie, c'est-à-dire sans communication ni explications, peut amener les enfants à manger n'importe comment. Et à grossir. «Si vous traitez votre enfant sans trouver l'équilibre entre l'affection et l'autorité, ceux-ci ont plus de risques de devenir obèses», explique l'étude présentée à l'American Heart Association's Epidemiology & Prevention/Nutrition.

Le «style parental» transmis à 37 577 enfants canadiens âgés de 0 à 11 ans a été examiné par les chercheurs. Résultat, les enfants

dont les parents font preuve d'autorité sans communication et sans geste d'affection sont en moyenne 30 % plus exposés à l'obésité que les enfants de parents stricts mais affectueux.

Éduquer au bien mangé sans être trop rigide

La pauvreté est également apparue comme facteur de risque d'obésité infantile. Mais même en enlevant l'origine socio-économique des parents, le style d'éducation continuait à jouer un rôle dans la prise de poids. Les chercheurs supposent que l'enfant utilise la nourriture comme une «rébellion» face aux «dikats» quotidiens des parents. «Il vient un moment où les enfants peuvent se rebeller et décident de manger ce qu'ils veulent et non ce que les parents leur disent de manger».



Toute la subtilité consiste à faire la balance entre l'éducation stricte et une communication basée sur le dialogue et l'écoute, observe l'étude. «On doit encourager les enfants à bien manger, mais cette éducation ne doit pas s'opérer de manière dictatoriale».

S'hydrater pour perdre du poids, un mythe qui prend l'eau

Non, boire de l'eau ne fait pas maigrir ! Les espérances de nombreuses femmes sont aujourd'hui douchées par une expertise américaine en nutrition.

La nouvelle risque d'en décevoir plus d'une. Les abonnées aux bouteilles d'eau et les curistes de tisanes sont prévenues : l'eau n'est pas un partenaire minceur. En tout cas ne comptez pas sur elle pour vous faire éliminer plus de calories. Beth Kit-chin, à l'origine de cette terrible révélation, précise : «Je ne dis pas que boire de l'eau n'est pas bon ; mais on ne dispose que d'une seule étude montrant que les per-

sonnes qui consommaient plus d'eau dé-pensaient quelques calories de plus par jour». La croyance «hydrique» selon laquelle il faut boire 1,5L d'eau par jour serait aussi vaseuse : «Oui, on a besoin d'apports liquides ; mais pas obligatoirement en eau (...) On ne dispose pas de preuves qu'elle fasse fondre les graisses ni qu'elle entraîne un sentiment de satiété». Autre idée reçue : l'eau froide ferait éliminer plus vite. Marcher dans l'eau froide peut avoir un effet drainant, mais boire de l'eau à une quelconque température ne change rien. En réalité, on s'hydrate pour

combler nos pertes hydriques. Et permettre à notre organisme de bien fonctionner (digestion, circulation, réparation cellulaire...). Pas pour mincir.

Du coup, on peut tout aussi bien se tourner vers l'eau minérale, que vers les jus, le thé, le café, les bouillons, etc. On pense aussi aux fruits et légumes gorgés d'eau (oranges, concombres, champignons, melons, pastèques, etc). «Adopter une alimentation contenant des aliments riches en eau comme les fruits, les légumes et les soupes peut contribuer à perdre du poids» soutient la nutritionniste.

BANQUE MONDIALE

La BM relève de fortes disparités mondiales dans la logistique commerciale

La Banque mondiale a indiqué jeudi qu'un large écart persistait entre les pays dans le domaine de la logistique commerciale, en soutenant que la faible efficacité de la chaîne logistique est le principal obstacle à l'intégration commerciale dans le monde.



La BM a évalué 160 pays sur un certain nombre d'aspects du commerce qui sont de plus en plus reconnus comme des facteurs importants de développement tels que le rendement des services douaniers, la qualité de l'infrastructure et la rapidité des livraisons.

«L'objectif de cet indice est de rendre compte d'une réalité assez complexe qui est le fait que dans les pays où les coûts logistiques sont élevés, ce n'est souvent pas la distance entre les partenaires commerciaux, mais c'est fréquemment la fiabilité de la chaîne logistique qui est le principal facteur de renchérissement de ces coûts», explique un expert de la BM.

En relevant le manque d'investis-

sement dans les pays en développement en la matière, la BM observe, toutefois, que dans les pays à faible revenu, les avancées les plus notables sont généralement attribuables à l'amélioration de l'infrastructure et de la gestion intégrée du dédouanement aux frontières. «Mais on ne peut pas se contenter d'améliorer les infrastructures sans traiter en même temps les problèmes de gestion des frontières», a souligné cet expert.

Par ailleurs, les pays à revenu intermédiaire, en revanche, disposent généralement d'assez bonnes infrastructures et de services de contrôle des frontières qui fonctionnent bien, tirant généralement leurs succès de

l'amélioration des services logistiques, et en particulier de la sous-traitance d'activités spécialisées comme le transport, le transit et l'entreposage.

Selon l'institution de Bretton Woods, au cours des dernières années, la baisse des droits de douane à l'échelle mondiale a fait émerger la logistique et d'autres aspects de la facilitation des échanges comme des postes de réduction des coûts commerciaux.

Selon une étude de 2013 menée par la Banque mondiale et le Forum économique mondial, la réduction des coûts de transaction élevés et des tracasseries administratives inutiles auxquelles font face les commerçants pourrait doper le PIB mondial.

ASIE

Les cours du pétrole en recul

Les cours du pétrole poursuivaient leur recul vendredi matin en Asie, en raison du renforcement du dollar, mais la baisse était limitée par la crise en Ukraine. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mai cédait 33 cents à 98,57 dollars US, et le baril de Brent de la mer du Nord, même échéance, lâchait 18 cents à 106,27 USD. Le dollar s'est renchéri après les déclarations de la nouvelle présidente de la Réserve fédérale américaine, Janet Yellen, qui a laissé entendre qu'un relèvement des taux pourrait avoir lieu quelque six mois après la fin du programme de soutien de la Fed à l'économie. Cette hausse du billet vert, qui a atteint jeudi son plus haut de deux semaines face à l'euro, a pesé sur l'ensemble des matières premières, dont le pétrole.

Un renforcement du dollar rend en effet moins attractif le pétrole, libellé en dollars, auprès des investisseurs qui détiennent d'autres devises. Les cours du pétrole étaient repassés jeudi sous le seuil des 100 dollars à New York, à cause du dollar. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en avril, dont il s'agissait du dernier jour de cotation, avait glissé de 94 cents, à 99,43 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai avait pris 60 cents à 106,45 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres.

Légère hausse de l'euro face à un dollar soutenu par la Fed

L'euro a enregistré une légère hausse vendredi face à un dollar toujours ferme grâce aux attentes d'un resserrement anticipé de la politique monétaire aux États-Unis suggéré mercredi par la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce matin, l'euro valait 1,3793 dollar, contre 1,3778 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne se stabilisait face à la devise nippone, à 141,07 yens - après être tombée à 140,44 yens, son plus bas niveau en deux semaines - contre 141,03 yens jeudi soir. Le dollar baissait légèrement face à la monnaie japonaise, à 102,28 yens contre 102,36 yens jeudi. Jeudi, l'euro

était tombé à 1,3749 dollar, son niveau le plus faible en deux semaines, au lendemain de la publication d'un communiqué du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) et de propos de la présidente de la banque centrale américaine, Janet Yellen, jugés confiants sur l'économie américaine et laissant entrevoir une hausse des taux d'intérêt plus tôt qu'anticipé. Le dollar a été soutenu jeudi par la publication d'indicateurs encourageants sur la vigueur de la reprise de la première économie mondiale. En effet, les nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage aux États-Unis ont

augmenté moins que prévu début mars et l'indice composite des indicateurs économiques américains a augmenté un peu plus qu'escompté en février, deux indicateurs interprétés comme des «signes de renforcement de l'économie américaine et du marché du travail en mars», notait un analyste. De son côté, la monnaie unique européenne était soutenue vendredi par le fait que les Européens ont bouclé leur projet d'union bancaire, permettant la mise en œuvre en 2016 de ce dispositif complexe qui doit éviter aux contribuables de payer pour les banques en cas de nouvelle crise.

UE - FINANCE

Accord européen sur l'union bancaire

Le Parlement européen et les États de l'UE sont parvenus jeudi à un accord sur l'union bancaire qui porte sur la liquidation ordonnée des banques de la zone euro et vise à en faire porter le fardeau financier sur le secteur bancaire et non sur les contribuables, a annoncé le groupe PPE (droite). «Un accord a été trouvé tôt jeudi matin après 16 heures de négociations», a indiqué le groupe PPE dans un communiqué. Il s'agit du second pilier de l'union bancaire européenne, après la supervision unique des banques de la zone euro, qui sera assurée à partir de la fin de cette année par la Banque centrale européenne. Pour le commissaire européen en charge des Services financiers, Michel Barnier, cet accord constitue une «percée sur le mécanisme de résolution bancaire», saluant, sur son compte Twitter

«un grand pas en avant pour casser le lien entre crise bancaire et crise souveraine». «C'est un énorme succès», a estimé de son côté Martin Schulz, le président du Parlement européen lors d'une conférence de presse.

L'accord politique intervient juste à temps pour pouvoir être approuvé par le Parlement européen mi-avril, lors de la dernière séance plénière de la législature. Si ce délai n'avait pas été respecté, l'ensemble du texte aurait dû être renégocié avec le prochain Parlement, faisant perdre beaucoup de temps à la mise en place de l'union bancaire. Les points de friction concernaient en particulier le mécanisme de prise de décision et le rythme de montée en puissance du fonds qui sera mis en place et abondé par les banques pour accompagner les faillites du secteur.

RUSSIE

Fitch dégrade la perspective de «stable» à négative

L'agence de notation financière Fitch a indiqué vendredi avoir dégradé la perspective de la Russie de stable à négative en raison des risques liés aux sanctions occidentales contre Moscou. Ce changement de perspective signifie que l'agence pourrait abaisser prochainement la note de la Russie, fixée pour l'instant à «BBB», ce qui correspond à un émetteur de qualité moyenne mais en mesure de faire face à ses obligations de manière adéquate, indique l'agence dans un communiqué.

«Etant donné que les banques et les investisseurs américains et européens pourraient avoir des réticences à prêter à la Russie dans les circonstances actuelles, l'économie pourrait ralentir davantage et le secteur privé pourrait avoir besoin d'aide publique», a indiqué l'agence. Fitch a aussi baissé son estimation de croissance de la Russie à moins de 1% pour 2014 et 2% en 2015, rappelant que la croissance du pays avait déjà ralenti à 1,3% en 2013.

Jeudi soir, l'agence d'évaluation Standard & Poor's avait aussi abaissé à «négative» la perspective de la Russie, en raison des risques liés aux sanctions occidentales contre Moscou.

L'Union européenne et les États-Unis ont annoncé vouloir durcir les sanctions envers la Russie, dont la chambre basse du parlement a ratifié jeudi le traité sur le rattachement de la Crimée à la Fédération russe.

Moscou supprime une autre baisse du prix du gaz vendu à l'Ukraine

La Russie a annoncé vendredi la suppression du rabais qu'elle accordait à l'Ukraine sur le prix du gaz en échange de l'utilisation d'une base navale en Crimée, après avoir décidé récemment de mettre fin à une autre baisse de prix.

Avec le rattachement de la Crimée à la Russie, «la notion de baisse du prix du gaz accordée à l'Ukraine pour la base de la Flotte de la mer Noire, n'existe plus», a déclaré au quotidien économique Vedomosti le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov.

Cette baisse de 100 dollars pour 1.000 mètres cubes avait été décidée entre le président ukrainien pro-Kremlin Viktor Ianoukovitch et le président russe de l'époque Dmitri Medvedev en avril 2010 dans le cadre d'un accord de prolongement de la présence de la Flotte de la mer Noire en Crimée.

Après le refus des autorités ukrainiennes de signer un accord de libre-échange avec l'Union européenne, Moscou a accordé en décembre à Kiev un prêt de 15 milliards de dollars et une baisse supplémentaire de 30% sur les prix du gaz. Gazprom avait annoncé le 4 mars avoir décidé de mettre fin à partir du mois d'avril à cette baisse accordée en décembre.

Après la perte de ces deux baisses de prix, l'Ukraine, au bord de la faillite, devra payer 480 dollars les 1.000 m3 de gaz, un des prix les plus élevés d'Europe, indique le quotidien.

APS

U K R A I N E

Nouvelles sanctions américaines contre la Russie, Ban Ki-moon à Moscou et Kiev

Le président Barack Obama a annoncé jeudi d'autres nouvelles sanctions contre la Russie suite à l'annexion de la Crimée par Moscou, tandis que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a tenu une réunion, à Moscou, avec le Président russe, Vladimir Poutine, avant de se rendre à Kiev.

S'exprimant à la Maison-Blanche, le président américain a indiqué avoir signé jeudi un nouveau décret qui prévoit des sanctions non seulement contre des individus mais aussi contre des secteurs clés de l'économie russe.

«Ces sanctions auraient non seulement un effet significatif sur l'économie russe mais pourraient aussi perturber l'économie mondiale», a-t-il prévenu. Quant à la nature des nouvelles mesures prises contre la Russie, M. Obama a précisé qu'il s'agirait de sanctions contre un certain nombre d'autres individus «ayant des ressources et une influence substantielles et qui fournissent un soutien matériel au leadership russe, ainsi qu'une banque qui fournit un même soutien à ces indi-



vidus».

Estimant que la Russie a positionné des forces d'une manière «qui pourrait mener à d'autres incursions dans le sud et l'est de l'Ukraine», le chef de la Maison-Blanche a avancé que les Etats-Unis œuvraient en étroite collaboration avec leurs partenaires européens pour mettre au point des mesures «plus sévères» qui pourraient être adoptées «si la Russie continue de provoquer l'escalade de la situation».

Concernant le voyage qu'il effectuera en Europe la semaine prochaine pour des rencontres avec le G7 et d'autres alliés européens et asiatiques ainsi que pour la réunion de l'Otan, M. Obama a réaffirmé le message que

son vice-président, Joe Biden, avait lancé en Pologne et dans les pays baltes cette semaine, à savoir que le soutien des Etats-Unis à leurs alliés de l'OTAN «est à toute épreuve».

—Ban Ki-moon prône la diplomatie pour résoudre la crise Par ailleurs, le chef de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré, jeudi à Moscou, le président russe, Vladimir Poutine. «Je continuerai de faire faire mon devoir en tant que Secrétaire général des Nations Unies et de parler avec toutes les parties prenantes. Nous devons utiliser l'ensemble des outils diplomatiques à notre disposition pour résoudre cette crise, qui a de graves conséquences économiques et politiques», a affirmé M. Ban dans une

déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre.

M. Ban a appelé les parties prenantes à «s'abstenir de toute action hâtive ou provocatrice qui risquerait d'exacerber la situation déjà très tendue et volatile».

«J'ai dit au Président Poutine que je comprends les préoccupations légitimes concernant la situation de la minorité russe en Ukraine. Depuis le début de la crise j'ai insisté sur la nécessité du respect des droits de l'homme, et en particulier de ceux des minorités», a encore déclaré M. Ban, en saluant l'engagement du Premier ministre ukrainien, Arseniy Yatsenyuk, de reconnaître le russe comme seconde langue officielle de son pays, ainsi que d'autres «mesures positives».

Le Secrétaire général a aussi fait savoir que des observateurs de l'ONU se déploient actuellement en Ukraine, y compris dans les régions orientales du pays, pour assurer le respect des droits de l'homme.

M. Ban poursuivra sa mission diplomatique à Kiev (Ukraine), où il rencontrera le Président par intérim Oleksandr Turchynov et le Premier ministre Yatsenyuk.

PALESTINE Abbas a demandé à Obama d'intervenir pour la libération de Barghouthi

Le président palestinien Mahmoud Abbas a demandé au président américain Barack Obama d'intervenir auprès d'Israël pour obtenir la libération d'importants dirigeants emprisonnés dont Marwan Barghouthi, a affirmé jeudi un responsable.

Début mars, M. Abbas avait indiqué qu'il exigerait pour prolonger les pourparlers de paix au-delà de l'échéance du 29 avril qu'Israël gèle la colonisation dans les territoires palestiniens occupés et libère des prisonniers supplémentaires, après un quatrième et dernier contingent déjà prévu à la fin du mois.

Durant sa rencontre avec M. Obama lundi à Washington, M. Abbas «a demandé la libération de davantage de prisonniers et de dirigeants palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, comme Saadat, Barghouthi et Choubaki», a dit le responsable du Club des prisonniers palestiniens, Abdelal al-Anani, à la radio Voix de la Palestine. Par ailleurs, une délégation parlementaire de l'Union européenne a exhorté jeudi Israël à relâcher des prisonniers palestiniens, notamment ceux incarcérés avant les accords de paix d'Oslo en 1993. «Nous estimons que la libération de prisonniers est une question essentielle du processus de paix», a déclaré Emer Costello, chef de la délégation qui mené une mission d'enquête de 48 heures sur les détenus palestiniens dans les prisons israéliennes où elle n'a cependant pas été autorisée à entrer.

Israël donne son accord pour la construction de plus de 2 000 logements en Cisjordanie occupée

Les autorités de l'occupation israélienne ont donné leur accord à des projets de construction de plus de 2.000 logements dans des colonies en Cisjordanie occupée, ont rapporté des médias. Selon le quotidien israélien Haaretz, une commission du ministère israélien de la Défense a approuvé des projets portant sur un total de 2.269 logements dans six colonies distinctes en Cisjordanie occupée.

Cette commission a déjà validé le 19 février, pour approbation ultérieure par le ministre de la Défense, 694 logements dans la colonie de Leshem (nord), 290 à Beit El près de Ramallah, et 31 à Almog, dans la vallée du Jourdain (est), a rappelé de son côté l'organisation israélienne anti-colonisation La Paix Maintenant. D'autres plans à un stade moins avancé pour 839 logements à Ariel, 350 à Shvut Rachel et 65 à Shavei Shomron, dans le nord de la Cisjordanie, ont été également entérinés par la même commission, selon La Paix Maintenant.

Ces nouveaux projets prouvent une fois de plus que le gouvernement du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu «n'a aucune intention de parvenir à un accord de paix et fait tout ce qu'il peut pour forcer le président palestinien Mahmoud Abbas à se retirer du processus» de négociations de paix, a dénoncé un porte-parole de l'ONG, Lior Amihaï. Les discussions entre Palestiniens et Israéliens sont actuellement dans l'impasse en raison de la poursuite de la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés.

La Chambre haute du Parlement russe ratifie le traité rattachant la Crimée à la Russie

La Crimée est formellement rattachée à la Russie après la ratification vendredi du traité signé mardi par le président Vladimir Poutine.

En effet, le Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement russe) a, à l'unanimité de ses 155 membres, approuvé le texte. «Nous sommes non des témoins mais des acteurs des événements historiques survenus ces derniers jours et nous avons rempli notre mission historique avec dignité, sans des responsabilités et patriotisme», a déclaré Valentina Matvienko, la présidente du Conseil de la Fédération, après le vote.

La ratification du traité par les deux chambres du Parlement était une simple formalité. Le Kremlin avait indiqué mardi que le texte entrerait en vigueur immédiatement après sa signature par le président Vladimir Poutine.

THAÏLANDE

La Cour constitutionnelle thaïlandaise invalide les législatives du 2 février

La Cour constitutionnelle de Thaïlande a invalidé vendredi les législatives du 2 février, en raison notamment de la non organisation du vote dans 28 circonscriptions.

Avec six voix contre trois, les juges de la Cour ont décidé d'invalidiser les législatives du 2 février, en raison notamment de la non organisation du vote dans 28 circonscriptions où les

candidats ont été empêchés de s'enregistrer par les manifestants. «Les élections du 2 février ne sont pas valides (...)». Il n'y a pas eu d'élection dans 28 circonscriptions», a déclaré le porte-parole de la Cour, Pimol Thampitakpong.

Cette décision apparaît donc comme une victoire pour les opposants du gouvernement. L'opposition, qui n'a pas remporté d'élec-

tions générales depuis vingt ans, considère la Première ministre Yingluck Shinawatra comme «une marionnette» de son frère Thaksin qui l'a précédée dans ses fonctions avant d'être victime d'un coup d'Etat en 2006.

La Première ministre et le parti au pouvoir Puea Thai sont menacés par une série de procédures judiciaires tous azimuts.

La colonisation israélienne a mené les négociations dans l'impasse

Les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens vont échouer à cause de la colonisation active menée par Tel Aviv, a déclaré jeudi un porte-parole palestinien après une annonce sur la construction de plus de 2.000 logements dans des colonies en Cisjordanie. «Les activités israéliennes de colonisation vont provoquer l'échec des négociations et les ont menées dans une impasse», a déclaré à l'AFP Nabil Abou Roudaina, un porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas. Plus tôt, un porte-parole de l'administration militaire israélienne, le commandant Guy Inbar, avait annoncé qu'une commission du mi-

nistère de la Défense avait approuvé des projets portant sur un total de 2.269 logements dans six colonies de Cisjordanie occupée. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui a relancé les négociations en juillet 2013, doit présenter aux deux parties d'ici fin avril un «accord-cadre» traçant les grandes lignes d'un règlement définitif sur les questions les plus sensibles: les frontières, les colonies, la sécurité, le statut d'Al Qods et les réfugiés.

La communauté internationale considère la colonisation comme illégale et comme un obstacle à la conclusion d'un accord de paix.

Les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon vont tenir un Sommet aux Pays-Bas

La présidente de Corée du Sud et le Premier ministre japonais se réuniront la semaine prochaine avec le président des Etats-Unis, en marge d'une conférence internationale aux Pays-Bas, a annoncé vendredi un porte-parole de la présidence sud-coréenne.

Il ne s'agira pas d'un face à face entre les dirigeants japonais et sud-coréen, mais cette rencontre, la première à un tel niveau depuis des mois, était voulue depuis longtemps par Washington, a-t-on indiqué de même source.

La Sud-coréenne Park Geun-Hye et le Japonais Shinzo Abe, tous deux arrivés au pouvoir il y a un an environ, s'entretiendront, en présence de Barack Obama, en marge de la conférence internationale sur le nucléaire à la Haye, a précisé le porte-parole de la présidence sud-coréenne, Min Kyung-Wook.

ELECTIONS EN HAÏTI L'accord marque un «tournant» pour le pays



L'accord politique trouvé à Port au Prince pour la tenue d'élections marque un «tournant» dans l'histoire d'Haïti car il a été conclu sans intervention étrangère, a affirmé jeudi la chef de la mission de l'ONU dans ce pays.

L'accord, atteint grâce à la médiation du premier cardinal haïtien Chibly Langlois, prévoit l'organisation d'élections municipales et législatives partielles le 26 octobre, avec un retard de plus de deux ans.

Il a été conclu au terme d'un «dialogue politique sans la participation de la communauté internationale, et c'est une bonne chose», a déclaré Sandra Honoré depuis Washington.

«De l'avis général, cet accord marque un tournant dans la culture politique du pays», a ajouté la chef de la mission de l'ONU pour la stabilisation en Haïti.

L'accord, qui devrait permettre à Haïti de sortir de la crise politique liée à ce retard, n'a pas été approuvé par les plus importants partis de l'opposition dont celui de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, Fanmi Lavalas et le parti social-démocrate la Fusion.

Les dons de la communauté internationale pour la tenue de ce scrutin s'élèvent pour l'heure à 34,5 millions a-t-elle ajouté, précisant que l'organisation du scrutin avait été estimée à 45 millions de dollars.

AFGHANISTAN

Un assaut des taliban contre un hôtel à Kaboul fait au moins neuf morts à deux semaine de la présidentielle

Au moins neuf personnes dont quatre étrangers ont été tuées dans l'assaut d'un commando taliban contre un hôtel de luxe en plein cœur de Kaboul, perçu par les autorités afghanes comme une tentative des insurgés de destabiliser le pays à deux semaine de l'élection présidentielle.

Quatre jeunes insurgés talibans ont réussi à pénétrer dans l'hôtel et ont tiré au hasard sur les clients, avant d'être tués par les forces de sécurité, a indiqué le ministère afghan de l'Intérieur.

Vers 20H30 locales, les assaillants ont ouvert le feu sur des clients réunis dans le restaurant de l'hôtel, dont certains célébraient Norouz, le nouvel an afghan, a déclaré le porte-parole du ministère, Sediq Seddigi.

Un total de cinq afghans, dont deux femmes et deux enfants, ont également été tués dans l'attaque.

Quatre ressortissants étrangers figurent aussi parmi les victimes et sont de nationalité canadienne, néo-zélandaise, indienne et pakistanaise, ont indiqué des responsables afghans. Selon le ministre paraguayen des Affaires étrangères Eladio Loizaga, un ex-diplomate du Paraguay, Luis Maria Duarte, fait aussi partie des victimes.

Selon l'AFP, le journaliste du bureau de l'agence fran-

çaise à Kaboul Sardar Ahmad, sa femme et deux de ses enfants ont été tués dans cette attaque.

La police de Kaboul a ouvert une enquête pour déterminer comment les quatre assaillants ont pu passer les contrôles de sécurité de l'hôtel Serena, situé près du palais présidentiel, a précisé le porte-parole du ministère de l'Intérieur. L'assaut, revendiqué par les talibans, s'est terminé trois heures plus tard lorsque les insurgés ont été abattus par les forces afghanes. M. Seddigi a expliqué que les insurgés tentent d'effrayer les gens avant les élections présidentielles, prévues le 5 avril. Il a ajouté que l'attaque a été planifiée en dehors de l'Afghanistan.

Il s'agit de la deuxième attaque dans un lieu fréquenté par les étrangers à Kaboul depuis le début de l'année. Le 17 janvier, 21 personnes, dont 13 étrangers, ont été tuées dans un attentat à la bombe et une fusillade contre un restaurant libanais. Le 11 mars, un reporter anglo-suédois Nils Horner a été tué en pleine rue à Wazir Akbar Khan, un quartier de la capitale afghane où sont établies de nombreuses ambassades. En 2008, cinq personnes, dont deux Américains, avaient été tuées dans une attaque similaire à l'hôtel Serena, à Kaboul.



Insécurité à deux semaines de la présidentielle afghane

L'attaque contre l'hôtel Serena de Kaboul intervient à deux semaines de la présidentielle du 5 avril qui doit permettre de désigner le successeur de Hamid Karzaï, qui dirige le pays depuis l'intervention militaire occidentale ayant chassé les talibans du pouvoir à la fin 2001.

Selon la Constitution, M. Karzaï ne peut briguer un troisième mandat lors de ce scrutin ce qui ouvre la voie à une première transition démocratique dans ce pays miné par plus de trois décennies de guerre. Les talibans ont toutefois prévenu qu'ils allaient «perturber» cette élection et attaquer le personnel politique, électoral et des observateurs, ce qui pourrait avoir une incidence sur la participation populaire et sur la capacité à dé-

tecter de possibles fraudes électorales sur le terrain.

«L'objectif politique des talibans est clair: ils veulent discréditer les élections, créer une crise de légitimité à Kaboul... et ainsi arriver à la table des négociations en position de force», a déclaré Ahmed Rashid auteur de nombreux ouvrages sur les talibans. La branche des insurgés hostile à toute réconciliation avec le pouvoir pour stabiliser le pays après le retrait de l'Otan à la fin de l'année pourrait, elle, prendre prétexte d'une telle crise à Kaboul pour tenter de saisir le pouvoir par les armes, a-t-il ajouté.

L'attaque du Serena s'inscrit aussi dans le cadre d'une vague de violence ciblant les étrangers en Afghanistan, ce qui a forcé des organisations à réduire leur suivi des élections.

Début lundi à La Haye du Sommet sur la sécurité nucléaire

Le sommet sur la sécurité nucléaire (NSS) débutera lundi à La Haye avec la participation de plus de 50 dirigeants du monde et sera axé sur les moyens d'éviter des attaques nucléaires terroristes.

Les hôtes néerlandais, qui ont pour l'occasion pris des mesures de sécurité sans précédents, ont identifié trois buts pour ce sommet : réduire les stocks de matériaux nucléaires, réduire la production de matériaux radioactifs et renforcer la coopération internationale sur la sécurité nucléaire.

Presque chaque pays au monde dispose en effet des matériaux nécessaires à la fabrication de bombes dites «radio-

logiques» ou bombes «sales», qui combinent explosifs traditionnels et éléments radioactifs.

«Vous n'avez peut-être pas de réacteur nucléaire dans votre jardin, mais vous avez probablement un hôpital qui dispose de diverses sources radiologiques pour traiter le cancer», explique Michelle Cann, analyste pour l'ONG Partenariat pour la sécurité mondiale.

Organisé lundi et mardi à l'initiative du président américain Barack Obama qui avait assuré en 2009 que le terrorisme nucléaire était «la menace la plus immédiate et la plus extrême pour la sécurité mondiale». Mardi, les discussions porteront sur la façon de sécuriser les

stocks de matériaux nucléaires et éviter que des groupes terroristes comme Al-Qaïda mettent la main dessus pour fabriquer des armes nucléaires.

Des précédents sommets du NSS avaient été organisés en 2010 à Washington et en 2012 à Séoul. Un sommet final doit être organisé en 2016. Un des objectifs de ces sommets est de convaincre les pays de se débarrasser de leurs stocks d'uranium hautement enrichi et de plutonium, qui peuvent être utilisés pour fabriquer des bombes atomiques, pour privilégier l'uranium faiblement enrichi.

L'Uruguay va recevoir des prisonniers de Guantanamo

Des prisonniers de Guantanamo seront transférés en Uruguay à la demande du président américain Barack Obama, qui avait promis au début de son premier mandat de fermer ce centre de détention situé à Cuba, a annoncé jeudi le président uruguayen.

La plupart des détenus de la prison de Guantanamo, ouverte depuis plus de 12 ans, «n'ont pas vu de juge, il n'ont pas vu de procureur et le président des Etats-Unis veut résoudre ce problème», a déclaré Jose Mujica devant des journalistes. M. Obama «a demandé à de nombreux pays s'ils pouvaient offrir l'asile à



quelques-uns et j'ai répondu oui», a poursuivi cet ancien guérillero de 76 ans, qui a lui-même passé presque 15 ans en prison sous la dictature en Uruguay entre 1973 et 1985. Ces prisonniers seront accueillis sous le statut de réfu-

giés. «S'ils veulent faire leur nid et travailler dans le pays, qu'ils restent dans le pays», a poursuivi le président uruguayen, leur offrant également la possibilité d'emmener leurs familles.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est entretenu lundi avec M. Mujica, a indiqué à la presse Jennifer Psaki, porte-parole du département d'Etat, ajoutant que les Etats-Unis «parlaient avec plusieurs pays, y compris l'Uruguay, sur le transfèrement de détenus».

Programme du vendredi 21 mars 2014

TFI

06h30 TFou
08h10 Téléshopping samedi
10h10 Petits secrets entre voisins
10h40 Petits secrets entre voisins
11h05 Tous ensemble
12h00 JeuLes douze coups de midi
12h45 Météo
12h50 L'affiche du jour
13h00 Journal
13h20 Reportages
15h15 Ghost Whisperer
16h05 Ghost Whisperer
16h55 Ghost Whisperer
17h45 Tous ensemble
18h45 50mn Inside
19h50 La où je t'emmènerai
19h55 Météo
20h00 Journal
20h30 Du côté de chez vous
20h35 LoterieTirage du Loto
20h40 Météo
20h45 Nos chers voisins
20h55 DivertissementThe Voice, la plus belle voixInédit
23h25 DivertissementThe Voice
00h35 Les experts : Miami77
01h25 Les experts : Miami77
02h15 SLes experts : Miami77
03h05 Reportages
04h15 ClipsMusiques
04h50 NatureHistoires naturelles

2

07h00 Télématin
10h00 Magazine culturelThé ou café
10h50 JeuMotus
11h20 JeuLes Z'amours
11h55 JeuTout le monde veut prendre sa place
12h40 Point route
12h50 Ma maison s'agrandit
12h55 Météo 2
13h00 Journal
13h20 Magazine d'actualité13h15, le samedi...
13h55 Météo 2
14h00 Envoyé spécial : la suite
14h50 Grand public
15h50 DivertissementLa maison préférée des Français
17h50 Divertissement-humourOn n'demande qu'à en rire
18h55 JeuMot de passe
19h50 Météo 2
20h00 Journal
20h40 Mieux comprendre l'immobilier
20h41 Météo 2
20h45 VariétésSerge Lama, le grand show
23h05 On n'est pas couché
02h05 Météo 2
02h10 Alcaline le mag
03h00 Thé ou café
03h40 Métiers dangereux et spectaculaires
04h30 JusticeLes colombes du Rwanda
04h45 HistoireAdieu paysans77

E

07h55 Nos voisins les Marsupilamis
08h22 Scooby-Doo, Mystères Associés
08h48 Scooby-Doo, Mystères Associés
09h14 Les lapins crétins : invasion
09h20 Les lapins crétins : invasion
09h26 Les lapins crétins : invasion
09h33 Les lapins crétins : invasion
09h39 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
09h50 Dessin animéLes Dalton
09h57 Dessin animéLes Dalton
10h05 Dessin animéLes Dalton
10h17 Série d'animationDragons : Cavaliers de Beurk
10h38 Emission jeunesseC'est bon !
10h50 Magazine éducatifC'est pas sorcier
11h15 Magazine du consommateurConsomag
11h25 Météo
11h30 Magazine régionalLa voix est libre
12h00 12/13 : Journal régional
12h25 12/13 : Journal national
12h50 Magazine animalier30 millions d'amis
13h25 Divertissement-humourLes grands du rire
15h00 En course sur France 3
15h25 Magazine régionalSamedi avec vous
16h50 Magazine littéraireUn livre toujours
17h00 Magazine culinaireLes carnets de Ju-

lieInédit

17h55 JeuQuestions pour un champion
18h30 Magazine d'actualitéAvenue de l'Europe
18h50 Magazine de servicesMa maison s'agrandit
19h00 19/20 : Journal régional
19h30 19/20 : Journal national
19h58 Météo
20h00 Magazine sportifTout le sport
20h15 Série d'aventuresZorro
20h45 Téléfilm policierDeux petites filles en bleu7Inédit
22h15 Météo
22h18 Magazine culturelParlons passion
22h20 Soir 3
22h40 Téléfilm historiqueLe grand Georges77
00h20 OpéraLes Troyens (1/2) : La Prise de Troie
01h50 OpéraLes Troyens (2/2) : Les Troyens à Carthage
04h35 Magazine littéraireUn livre toujours
04h40 Magazine animalier30 millions d'amis

CANAL+

07h45 Série dramatiqueHostages77
08h20 Série dramatiqueHostages77
09h05 ThrillerThe Place Beyond the Pines77
11h20 Magazine musicalAlbum de la semaine
11h50 Série humoristiqueVice versa
11h53 La météo
11h55 DivertissementClique
12h30 DivertissementLa semaine Barré
12h45 Magazine d'actualitéLe tube
13h40 Magazine d'actualitéL'effet papillon
14h18 MultisportsSamedi sport
14h20 Magazine sportifIntérieur sport
14h43 MultisportsSamedi sport
14h45 RugbyAvant-match
15h00 SportStade Français / Toulouse
16h55 FootballAvant-match
17h00 SportMarseille / Rennes
18h55 MultisportsSamedi sport
19h00 Le JT
19h10 Magazine d'actualitéSalut les Terriens !
20h30 Divertissement-humourMade in Gro-land
20h53 Magazine du cinémaA propos du film
20h55 Drame11.677Inédit
22h35 RugbyJour de rugby
23h15 FootballJour de foot
00h10 Pop & RockQueens of the Stone Age au Zénith de Paris
01h50 ThrillerGroupe d'élite7
03h20 DrameThe Master77

M

08h00 Magazine de télé-achatM6 boutique
10h30 Magazine du cinémaCinésix
10h45 JeuLes reines du shopping
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Série humoristiqueScènes de ménages
14h00 TéléréalitéCauchemar en cuisine
15h50 TéléréalitéCauchemar en cuisine, que sont-ils devenus ?
17h30 Magazine du show-bizMust célébrités
18h40 Magazine de servicesUn trésor dans votre maison
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
20h05 Série humoristiqueScènes de ménages
20h50 Série policièreHawaii 5-077Inédit
21h40 Série policièreHawaii 5-077
22h30 Série policièreHawaii 5-077
23h20 Série policièreHawaii 5-077
00h10 Série policièreHawaii 5-077
01h00 Série fantastiqueSupernatural77
01h50 Série fantastiqueSupernatural77
02h35 Météo
02h40 ClipsM6 Music

La sélection

20h50

The Voice, la plus belle voix



Résumé

Dès ce soir, la compétition monte d'un cran. Après s'être qualifiés lors des battles, ils sont désormais neuf dans chaque équipe, chacun espérant décrocher son sésame pour les grands shows en direct. Dans cette nouvelle phase, chaque coach organise trois trios de chanteurs au sein de son équipe. Chacun sera libre de choisir le titre qu'il interprétera sur scène. Après leurs prestations successives, le coach devra faire un choix et ne conserver que deux talents sur les trois. Ainsi, dans chaque équipe, six Talents atteindront les grands shows en direct, contre dix l'an passé. Tout au long des épreuves, sera proposée une interaction avec le public - MYTF1 Connect et le jeu «5e coach», qui permettra aux téléspectateurs de se mettre à la place d'un coach et d'appuyer sur le bouton.

2

20h47

Serge Lama, le grand show



Résumé

Le chanteur Serge Lama fête ses cinquante ans de carrière et conclut ainsi la célébration de ses 70 ans. Pendant un an, il a parcouru les plus belles salles de concert de France. Pour ce «Grand Show», il est entouré de nombreux artistes : Patrick Bruel, Charles Aznavour, Laurent Gerra, Tal, Christophe Mae, Patrick Fiori, Emmanuel Moire, Benabar, Pascal Obispo, Maurane, Marie-Paule Belle, ou encore Sofia Es-saïdi. Au cours de l'émission, le chanteur interprète avec ses invités quelques-uns de ses plus grands succès, sans oublier le répertoire des grandes chansons françaises qu'il affectionne particulièrement. De nombreuses surprises seront également au rendez-vous, orchestrées par Michel Drucker.

3

20h45

Deux petites filles en bleu



Résumé

De retour de soirée, Simon et Julie Malherbe rentrent chez eux pour découvrir la baby-sitter évanouie. Leurs jumeaux de six mois ont disparu. Très vite, ils reçoivent une demande de rançon : 7 millions d'euros pour revoir les fillettes. Tandis que la société du père se mobilise pour réunir la somme, les ravisseurs s'organisent : deux hommes pour récupérer l'argent, une femme pour s'occuper des bébés. A la tête de cette organisation, un mystérieux commanditaire, l'Albatros. Qui se cache derrière ce pseudonyme ? L'inquiétude grandit d'autant plus rapidement que l'un des deux enfants est atteint par une maladie grave...

CANAL+

20h55

11.677



Résumé

Toni est convoyeur de fonds depuis une dizaine d'années. Employé sans histoires, il est respecté par ses collègues comme par sa hiérarchie. Pourtant, après un événement anodin vécu comme une humiliation, Toni change, devient amer et s'isole. Le 5 novembre 2009, après avoir chargé 11,6 millions d'euros à la Banque de France, il attend que ses collègues descendent du fourgon blindé pour leur fausser compagnie. La police, qui croit tout d'abord à un braquage, doit bien se rendre à l'évidence : le vol est manifeste. La chasse à l'homme est lancée. Toni est finalement localisé, mais le magot reste introuvable. Toni se révèle être un habile dissimulateur...

M

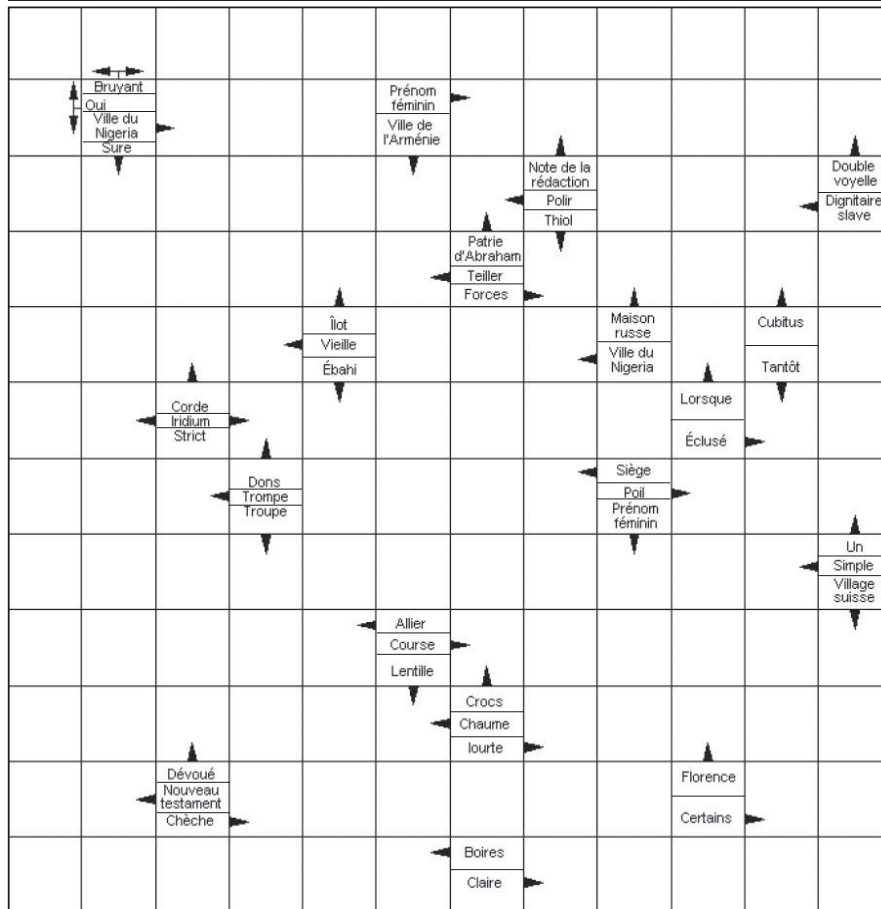
20h50

Hawaii 5-0

Résumé

Le gouverneur charge Steve McGarrett et Lou Grover, le capitaine du SWAT, d'arrêter Ian Wright pour défaut de paiement de ses contraventions. A leur arrivée chez lui, les deux hommes essuient une fusillade tandis que Wright est kidnappé. Les deux agents découvrent ensuite que le jeune homme est un hacker surdoué et vénéral, qui vend ses compétences au plus offrant. Il serait mêlé à un récent braquage de banque. En s'intéressant à ce hold-up, McGarrett et Grover réalisent qu'il n'est que la première étape de ce qui ressemble à une future attaque contre la sécurité nationale. En effet, le système de sécurité de la banque, que Wright a désactivé, est le même que celui qui doit être installé dans toutes les ambassades américaines...

Mots fléchés n°547



Proverbes

Il ne faut pas sous-estimer ses adversaires et plus généralement il ne faut pas se considérer au centre de la terre.

Proverbe algérien

Personne ne peut traverser une rivière sans se mouiller.

Proverbe berbère

La calomnie est l'arme ultime de l'impuisant.

Proverbe arabe

Loin des yeux, loin du cœur

Proverbe français

C'est arrivé le 21 mars

1989 : renversement d'Alfredo Stroessner au Paraguay.

1990 : légalisation du Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud.

1999 : investiture du président de la République du Venezuela Hugo Chávez.

Célébrations :

- La Journée mondiale des zones humides commémore chaque année depuis 1997 la signature de la Convention sur les zones humides, le 2 février 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, au bord de la mer Caspienne.

- Brésil : Fête de la déesse Iemanjá à Salvador de Bahia, Offrandes à la mère de l'eau pour réclamer une pêche abondante.

- Écosse : Premier des quatre anciens Scottish term days (en) (Jour de terme) de l'année, en vigueur du Moyen Âge au 13 juin 1991.

- Espagne, Mexique : La Virgen de la Candelaria (es) (Vierge de la Chandeleur), célèbre la Fête de la Présentation de Jésus au Temple et la Purification de la Vierge Marie après l'accouchement.

- États-Unis, Canada : Jour de la marmotte, animal dont le comportement permet supposément de prédire comment se terminera l'hiver.

- Lettonie (Mythologie lettone) : Vieja diena (Jour du vent) - Des rituels étaient destinés à calmer les ardeurs du vent lors de l'été à venir.

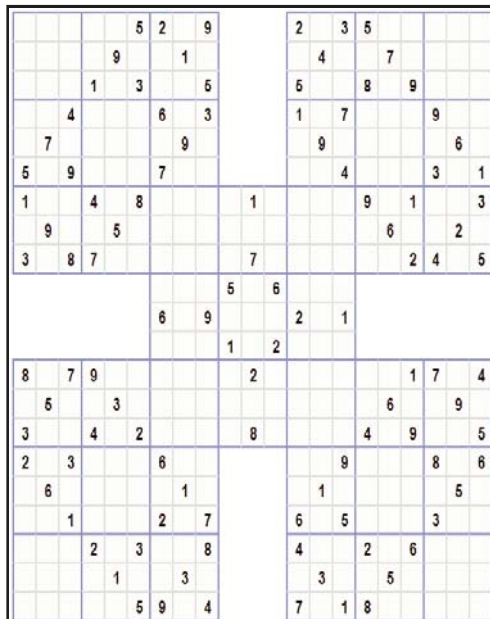
- République tchèque : Hromnice (cs) (Jour de la tempête), équivalent du Jour de la marmotte en Amérique du Nord.

- Thaïlande : (Wan Nak Pradit) (Journée nationale des inventeurs).

Samouraï-sudoku n°547

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



Mots croisés n°547

► Horizontalement:

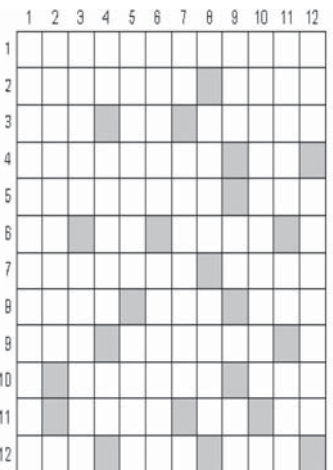
1. Atroce
2. Brûlure - Fleur
3. Conspua - Deux - Meilleur
4. Théologien allemand - Germanium
5. Pronom relatif - Urus
6. Ancien oui - Our - Instrument d'optique
7. Assemblages de feuilles de papier - Unité élémentaire d'information ne pouvant

► Verticalement:

1. Mode d'orientation pour certains animaux
2. Pause pour prendre le café
3. Exprime la raillerie - Montre un grand contentement
4. Note - Organiste et compositeur français - Mesure chinoise
5. Ensemble de veines du marbre - Rugueux
6. Sec - Palmier
7. De naissance - Suppression, dans la pro-

vant prendre que deux valeurs distinctes (plur.)
8. Marque l'intention, le but - Oiseau - Liquide
9. Pareil - Inoffensif
10. De la haute montagne - De bonne heure
11. S'amuser - Nobélium - Béryllium
12. Dêvêue - Unité de mesure de travail - Souverain

nonciation, de la voyelle finale d'un mot devant un mot commençant par une voyelle ou un h muet
8. Anneau de cordage - Paradis
9. Plante à bulbe - Niobium - Métal précieux
10. Souhaitaient ardemment
11. Superposer des poissons salés dans les barils - Tante - Ceinture japonaise
12. Dans la rose des vents - Indique une succession



7 erreurs



24^E JOURNÉE DU CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE LIGUE 1

Le Clasico JSK-MCA en vedette

Saïd Ben

Les supporters de la JS Kabylie et du MC Alger sont sur le qui-vive depuis une semaine préparant avec minutie le Clasico prévu aujourd'hui entre leurs deux formations au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi Ouzou pour le compte de la 24^e journée du Championnat d'Algérie de football où on notera également deux derbys au programme à savoir USMH-CRB et MOB-JSMB.

Le président de la JS Kabylie, Hannachi, annonce la couleur en déclarant, entre autres que « Nous nous avons préparé ce match avec un seul mot d'ordre : gagner ».

Ce à quoi répond le président du MCA, Boumella « Nous irons à Tizi Ouzou pour gagner cette rencontre ». Le match est donc bel et bien lancé par les deux premiers responsables des deux formations en lice.

Ce match est d'importance pour les deux formations dans la mesure où pour la JSK, il s'agirait d'arracher les trois points afin « d'avoir plus de chance de terminer à la 2^e place » comme l'indique le coach Ait Djoudi.

Quant au MCA, il s'agirait de gagner ce « classico » pour « atteindre notre objectif de jouer la Champion's League », comme le déclare si bien le président Boumella. Et c'est tout l'enjeu de cette partie qui reste ouverte à tous les pronostics sachant que la JSK est 3^e avec 40 points alors que le MCA est à la 4^e place avec 38 points...

D'autre part, cette 24^e journée est caractérisée par la programmation de deux derbys : le premier à El Harrach entre l'USMH et le CRB et le second à Béjaïa entre le MO Béjaïa et son voisin la JSM Bé-



jaïa. Pour El Harrach, il s'agit juste d'améliorer son classement alors que pour le CRB, ce déplacement est difficile puisqu'il va falloir gagner les trois points afin de s'extirper de la zone des relégables.

Ainsi le stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa afficherait certainement complet aujourd'hui du fait que le MOB (11^e, 27 points) veut bien quitter la zone des relégables alors que la JSMB, lanterne rouge avec 16 points veut toujours espérer quitter la dernière place. Et c'est tout l'enjeu de cette partie qui s'annonce des plus indécises.

D'autre part, le leader, l'USMA aura fort à faire en accueillant la coriace équipe de

l'ASO qui cherche à enregistrer un bon résultat après trois défaites consécutives. Les Rouge et Noir veulent bien gagner ce match pour assurer le titre de champion en ramenant l'écart qui la sépare de son dauphin, l'ES Sétif, vaincu (2-1) en match avancé disputé pardi dernier contre le CS Constantine (2-1) à 11 points. Quant aux gars de Chlef, ils espèrent bien s'approcher du podium. Et pour ce faire, il faut enregistrer un bon résultat à Bologhine.

Le MCE Eulma est bien favori en recevant CRB Ain Fekroun (14^e, 20 points) qui cherche à se sauver de la zone rouge.

Le RC Arbaâ (7^e, 34 points), effectuera un périlleux déplacement à Béchar où l'at-

tend de pied ferme la JS Saoura, intraitable à domicile. La dernière rencontre au programme de cette journée opposera également deux mal classés, le CAB Bou Arréridj (15^e, 17 points) et le MC Oran (12^e, 24 points). Ce match à « six points » est ouvert à tous les pronostics.

Programme :**Aujourd'hui à 15h00 :**

USM Harrach - CR Belouizdad

CAB Bou Arréridj - MC Oran

JS Saoura - RC Arbaâ

À 16h00 :

MCE Eulma - CRB Ain Fekroun

JS Kabylie - MC Alger

À 18h00 :

USM Alger - ASO Chlef

MO Béjaïa - JSM Béjaïa

Déjà joué :

CS Constantine - ES Sétif (2-1)

Rappel du classement :

	Pts	J
1. USM Alger	51	23
2. ES Sétif	43	24
3. JS Kabylie	40	23
4. MC Alger	38	23
— CS Constantine	38	24
6-. MC El-Eulma	35	23
7. RC Arbaâ	34	23
— ASO Chlef	34	23
9. JS Saoura	32	23
10-. USM El-Harrach	31	22
11. MO Béjaïa	27	23
12. MC Oran	24	23
— CR Belouizdad	24	23
14. CRB Ain Fekroun	20	23
15. CABB Arréridj	17	23
16. JSM Béjaïa	16	22

PUBLICITÉ

COUPE DU MONDE 2014 - ALGÉRIE

Belmadi : «Les Verts ont les moyens de créer la surprise au Brésil»

Le technicien algérien Djamel Belmadi, récemment désigné à la tête de la sélection qatarie de football, a estimé vendredi que l'Algérie a les moyens d'être l'une des surprises du mondial 2014 au Brésil (12 juin-13 juillet).

«Je pense que les joueurs ont les moyens d'aller loin dans cette compétition et constituer l'une des surprises de ce mondial, seulement il faudra qu'ils croient en leurs possibilités», a affirmé Belmadi à la radio nationale. Au mondial, l'Algérie évoluera dans le groupe H, en compagnie de la Belgique, la Russie, et la Corée du Sud.

L'ex-International algérien, Djamel Belmadi, a été nommé dimanche dernier sélectionneur du Qatar jusqu'en 2018. Il a succédé à Fahd Thani qui a été chargé de l'équipe olympique, jusqu'en



2016. «Les joueurs devront avoir de l'audace, oser, et jouer leur va-tout jusqu'au bout», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, Belmadi qui a entamé mardi ses fonctions en assistant au match entre Lekhwiya et Al Ittihad (2-0), disputé à Doha pour le compte de la 3e journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Asie, évoque le projet d'un match amical Algérie-Qatar qui lui tient à cœur. «C'est un projet que je veux réaliser, d'ailleurs j'en ai fait part aux responsables de la fédération qatarie», a souligné Belmadi. L'ancien joueur de l'Olympique Marseille (Ligue 1 française) aura pour mission de préparer l'équipe du Qatar pour la Coupe du Golfe qui se déroulera en Arabie Saoudite, ainsi que les éliminatoires de la Coupe d'Asie 2015 dont la phase finale aura lieu en Australie.

MC ALGER

Yachir : «C'est un match difficile pour les deux équipes»

Après avoir été tenus en échec par le RCA, comment se présente pour vous cette rencontre face à la JSK ?

Nous sommes vraiment déçus d'avoir perdu deux points précieux points, car on tenait à gagner cette rencontre, malheureusement la chance n'a pas été de notre côté. Maintenant, on est en train de préparer notre match face à la JSK qui sera difficile pour nous ou pour la JSK. Nous sommes actuellement sous

pression et c'est à nous de réagir afin qu'on puisse repartir du bon pied, puisque nous n'avons aucune alternative autre que celle de gagner pour reprendre confiance et débloquer la situation.

Qu'est-ce que vous appréhendez dans cette rencontre face à la JSK ?

Comme vous le savez, ce genre de rencontre est souvent très disputé, je souhaite seulement qu'on soit dans notre jour, car si on arrive à

jouer sur notre véritable valeur, je suis persuadé qu'on arrivera à gagner ce match qui, je tiens à dire, sera difficile, car la JSK aussi essaiera de réaliser une bonne performance.

Les Chnaoua comptent se faire entendre à TIZI-OUZOU

Les supporters du Mouloudia, même s'ils ne se déplacent plus en nombre pour soutenir leur équipe comme par le passé, comptent se faire entendre ce samedi au stade de



Tizi-Ouzou. Cela après avoir déversé leur colère sur les joueurs et les dirigeants samedi dernier suite à l'échec face au RCA.

Entretien réalisé par Ferrah Menad

Le CABBA jouera sa survie en L1

Mouad B.

Après la déroute la semaine dernière à Chlef (1-0), le CABBA ne peut plus réaliser une grande performance cette saison. Mais les Jaunes et Noirs restent en lice pour la course au maintien à condition de s'imposer ce samedi, à domicile, face au MCO, un autre rival.

Les Bordjiens doivent résister à la pression du match et des supporters. Il faut qu'ils se donnent à fond pour espérer quelques choses et jouer le maintien. Un match nul ou une défaite, signifie une chute en L2. «Notre sport est fait de combat, mais nous devons aussi respecter les consignes du staff technique et jouer notre jeu. Tous les joueurs devront travailler pour l'équipe et garder leur sang-froid», dira le gardien de but Bordjien, Abdelhadi Souiche. «Nous rencontrons un adversaire qui a bien préparé sa saison. Pour nous c'est le contraire, mais il ne faut pas perdre de vue que sur 21 points, nous, nous devons arracher le maximum. Notre force, malgré cette mauvaise position, réside dans notre jeu intelligent et notre marche est sûre et posée. Lors du prochain match, nous ajouterons deux ou trois éléments, qui nous permettront de faire une très bonne prestation et de nous poser comme prétendant sérieux au maintien», a-t-il ajouté.

En effet, cette rencontre à 6 points, face au MCO, n'est pas facile pour les deux équipes et surtout pour les Bordjiens qui n'ont pas le droit à l'erreur si non c'est la L2.

M. B.

LIGUE 2 PROFESSIONNELLE

La 25^e journée programmée les 28 et 29 mars

Les matches de la 25^e journée du championnat d'Algérie de Ligue 2 professionnelle de football se dérouleront sur deux jours, le vendredi 28 mars et le samedi 29 mars, à indiqué jeudi la Ligue de football professionnel (LFP). Six matches sont programmés le vendredi 28 mars dont les rencontres des trois premiers: USM Bel Abbès- USM Annaba, USM Blida- NA Hussein-déy, et ASM Oran- MSP Batna. Les deux derniers matches de cette 25^e journée mettront aux prises l'O Médéa au WA Tlemcen, et le CA Batna à l'AS Khroub. La 24^e journée de L2 est prévue ce vendredi à partir de 15h00.

Programme de la 25^e journée de L2

Vendredi 28 mars:

Oum El Bouaghi: US Chaouia - ES Mostaganem
Hajout: USMM Hadjout- A Bousaâda
Blida : USM Blida- NA Hussein-déy
Saïda : MC Saïda - AB Merouna

Bel Abbès : USM Bel Abbès - USM Annaba

Bouakeul : ASM Oran- MSP Batna

Samedi 29 mars

Médéa: O Médéa- WA Tlemcen
Batna: CA Batna - AS Khroub

EUROPA LEAGUE

Ghilas et Feghouli passent aux quarts de finale

L'international algérien Nabil Ghilas a de nouveau contribué à la qualification de son équipe le FC Porto (Portugal) aux quarts de finale de l'Europa League de football face aux Italiens de Naples. Il sera le deuxième joueur des Verts présent dans ce tour avec Sofiane Feghouli de Valence (Espagne). Incorporé en début de la deuxième période, alors que son équipe était menée au score (1-0), Ghilas a réédité le coup du précédent tour en marquant le but égalisateur à la 69e. Un but qui va libérer ses coéquipiers comme l'atteste leur deuxième réalisation les ayant mis à l'abri de toute mauvaise surprise, malgré le fait que les locaux de l'autre Algérien, Fawzi Ghoulam, soient parvenus à égaliser (2-2) en fin de match. Pour sa part, Feghouli, ménagé lors de la rencontre à domicile de son équipe Valence, sera lui aussi présent aux quarts de finale, grâce à la victoire à domicile de son équipe face aux Bulgares de Ludogorets (1-0).

Programme des quarts de finale de la Ligue des Champions d'Europe

Aller (19h45 algérienne)

Mardi 1er avril :

FC Barcelone - Atlético Madrid
Manchester United - Bayern Munich

Mercredi 2 avril :

Real Madrid - Borussia Dortmund
Paris SG - Chelsea

Retour (19h45 algérienne)

Mardi 8 avril :

Chelsea - Paris SG
Borussia Dortmund - Real Madrid

Mercredi 9 avril :

Bayern Munich - Manchester United
Atlético Madrid - FC Barcelone.

NDLR : les demi-finales auront lieu les 22 et 23 avril (matches aller) et 29 et 30 avril (matches retour). La finale se jouera le 24 mai à Lisbonne (Portugal).

PUBLICITÉ



Les stars du Mondial

KÉPLER LAVERAN LIMA FERREIRA | P E P E



Képler Laveran Lima Ferreira, plus connu sous le nom de **Pepe** (né le 26 février 1983 à Maceió dans l'Alagoas au Brésil), est un footballeur international portugais. Il joue actuellement au poste de défenseur dans le club espagnol du Real Madrid, après être passé par le CS Marítimo et le FC Porto.

Palmarès

- Champion du Portugal : 2006 et 2007
- Vice-champion du Portugal : 2005
- Vainqueur de la Coupe du Portugal : 2006
- Vainqueur de la Supercoupe du Portugal : 2006
- Vainqueur de la Coupe intercontinentale : 2004
- Champion d'Espagne : 2008 et 2012
- Vice-champion d'Espagne : 2009, 2010 2011 et 2013
- Vainqueur de la Coupe d'Espagne : 2011
- Vainqueur de la Supercoupe d'Espagne en 2008 et 2012
- Membre de l'équipe type de la Ligue des champions en 2012

SON PARCOURS

Né à Maceió, Alagoas, Pepe a commencé à jouer au football avec le Sport local Corinthians Alagoano Club. À l'âge de 18 ans, aux côtés de son coéquipier Ezequias, il s'installe au Portugal et a signé avec le CS Marítimo dans l'île de Madère, où il passe la grande majorité de sa première saison avec l'équipe B. Après avoir été promu en première division pour la saison 2002-03, sous les ordres de Byskovets Anatoliy entraîneur, Pepe a rarement raté un match, jouant dans plusieurs postes, dont le milieu de terrain défensif. Au cours de la pré-saison de 2003-04, Pepe a reçu l'autorisation de s'entraîner avec Sporting Club de Portugal pendant deux semaines, après quoi un accord pourrait être négocié pour son transfert. Toutefois, le club ne pourra pas mettre d'accord sur les termes et le transfert est tombé à l'eau, le joueur est donc de retour pour aider Marítimo qui finira

niel, Jorge Costa et l'utilité défenseur Ricardo Costa. Cependant, l'année suivante, sous la direction de Co Adriaanse, il a eu une saison de percée, s'imposant comme l'un des meilleurs défenseurs de la concurrence au sein de l'équipe Portugaise. Porto a finalement remporté Liga Sagres et le Coupe du Portugal en 2006.

Real Madrid

Il rejoint le Real Madrid à l'inter-saison 2007. Il signe un contrat de cinq ans en faveur du Real Madrid, pour un transfert de trente millions d'euros. Il est officiellement présenté dans son nouveau club le 12 juillet 2007. Accumulant les blessures suite à son arrivée au Real Madrid, Pepe peine à s'imposer et à faire taire les critiques. Pepe défraie la chronique sportive à l'occasion du match Real Madrid - Getafe le 21 avril 2009.

Alors que le score est de 2-2, Javier Casquero chute dans la surface de réparation au contact de Pepe. Dans la continuité de l'action, Pepe, énervé par cette simulation qui provoque un penalty, assène à celui-ci une série de coups de pieds avant de se pencher vers lui, l'écrasant avec le genou, lui tirant les cheveux, le pinçant violemment au bras et lui écrasant le mollet, le tout alors que Javier Casquero est encore au sol. À deux des coéquipiers de Javier Casquero qui viennent s'interposer, il assène une gifle et un coup de poing. Il sera finalement maîtrisé par son coéquipier et capitaine Iker Casillas qui le conduira en dehors du terrain. Pepe écoper de dix matches de suspension pour ces actes. Il fait partie des cadres de l'équipe nationale portugaise, mais sa blessure pour six mois suite à une rupture des ligaments croisés du genou droit remet en cause sa participation au mondial qui se tient en Afrique du Sud en 2010. Il intègre finalement l'équipe nationale pour la Coupe du monde. Ses interventions lors du huitième de finale retour de la Ligue des champions en 2011 contre Lyon donnèrent également lieu à différents commentaires parmi lesquelles ceux du président d'honneur du Real Madrid, Alfredo Di Stéfano, qui conseilla à Pepe de ne « pas perdre les pédales ».

Le 12 juillet 2011, il prolonge son contrat, qui prenait fin en 2012, jusqu'en juin 2015. Le nouveau salaire du Portugais sera environ 4 millions d'euros, contre 1,8 million avant. Durant la saison 2012-2013, Pepe se voit reléguer sur le banc des remplaçants suite à l'éclosion du jeune défenseur central français, Raphaël Varane. Lors de la saison 2013-2014 et l'arrivée de Carlo Ancelotti à la tête de l'équipe, Pepe profite de la blessure de Varane et sa longue convalescence pour retrouver une place de titulaire au côté de Sergio Ramos, son capitaine. De retour de blessure, Varane retrouve une place dans l'axe par intermittence pour ne pas se blesser à nouveau, et c'est Pepe qui est le plus souvent aligné avec lui.

FC Porto

Au cours de l'été 2004, Pepe a signé avec le géant club Portugais, le FC Porto, pour 1.000.000 € plus trois joueurs: Tonel, Evaldo et Antonielton Ferreira. Une clause de l'accord a également déclaré que Marítimo recevrait 20% de toute indemnité de transfert avenir. À sa première saison, l'espagnol Víctor Fernández entraîneur à l'époque, Pepe était surtout utilisé comme une sauvegarde, jouant avec des vétérans Pedro Ema-

Sélection nationale

Le 29 août 2007, il est appelé en équipe nationale du Portugal par Luiz Felipe Scolari mais une blessure l'empêche de rejoindre la sélection. Scolari le rappelle le 9 novembre, pour les matches contre l'Arménie le 17 novembre, et la Finlande quatre jours plus tard. Il devient international portugais, le 21 novembre 2007, en disputant en entier et en tant que titulaire le match du 21 novembre 2007 contre la Finlande (match qui se termine sur le score de 0-0 et qui permet au Portugal de décrocher la qualification pour l'Euro 2008). Il marque son premier but sous les couleurs portugaises le 7 juin 2008, lors du premier match de l'Euro contre la Turquie.

ALGÉRIE - OMAN

M. Lamamra
tient une séance
de travail
avec son
homologue
omanaï à Mascate

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a tenu jeudi à Mascate une séance de travail avec son homologue omanais, Youcef Ben Alaoui, pour l'examen de l'état et des perspectives de la coopération entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman. La séance de travail a permis également un échange de vues sur des questions politiques régionales et internationales d'intérêt commun. Au plan bilatéral, les deux ministres se sont félicités de la qualité des relations politiques entre l'Algérie et le Sultanat et des liens de fraternité et d'amitié qui unissent les deux peuples. Ils ont relevé «les larges convergences» entre les deux pays sur les questions arabes et internationales et exprimé leur volonté de renforcer davantage leurs consultations bilatérales.

A cet égard, M. Lamamra et son homologue omanais ont évoqué les préparatifs de la prochaine session de la Commission mixte de coopération en mettant en exergue les potentialités que recèlent les deux pays et la nécessité de mobiliser et d'encourager les opérateurs économiques, à densifier leurs relations, à travers, notamment, l'étude de l'établissement de liaisons aériennes et maritimes pour le transport des voyageurs et des marchandises. Sur le chapitre des questions politiques régionales et internationales, les deux ministres ont abordé les derniers développements de la situation dans le monde arabe, notamment la crise syrienne, la question palestinienne ainsi que la situation dans certains pays arabes. Ils ont relevé la convergence de vues des deux pays sur ces questions et la nécessité d'œuvrer en commun pour contribuer à leur au règlement. Les deux ministres ont eu un échange de vues sur les questions inscrites à l'ordre du jour du 25ème Sommet Arabe, prévu à Koweït, les 25 et 26 mars, et sont convenus de joindre leurs efforts pour la réussite de cette importante échéance.

Dans le prolongement de cette séance de travail, M. Lamamra a été reçu par M. Khaled Ben Hilla El-Boussaidi, ministre du Cabinet du Sultan Kabous Ben Said, auquel il a transmis «les salutations et les sentiments d'amitié et de fraternité du Président Abdelaziz Bouteflika, et fait part de la volonté du Président de promouvoir avec le souverain omanais un partenariat mutuellement avantageux entre les deux frères». Le Chef de la diplomatie algérienne s'est félicité «des progrès réalisés par le Sultanat dans les domaines économique et social, ainsi que de ses positions politiques constructives sur les questions arabes et internationales». Les deux parties ont également passé en revue les développements récents au Maghreb et dans la région du Golfe arabe, ainsi que des questions politiques d'intérêt commun.

APS

ALGÉRIE - FRANCE

Il n'y aura jamais d'union
pour la Méditerranée sans le couple
franco-algérien

Le délégué général de l'Institut de prospective Economique du monde méditerranéen (Ipemed), Jean-Louis Guigou, a affirmé qu'il ne saurait y avoir d'Union pour la Méditerranée sans le couple franco-algérien.



Reprenant une récente déclaration du président Hollande sur l'importance des relations bilatérales, il a réitéré que le «couple franco-algérien est à la Méditerranée ce que le couple franco-allemand est à l'Europe».

«Si on ne déploie pas (davantage) notre relation de confiance avec les Algériens, il n'y aura jamais d'Union pour la Méditerranée», a-t-il dit, lors d'une conférence-débat «Algérie à l'horizon 2030 : enjeux et perspectives», organisée jeudi soir à Paris.

Pour le responsable de l'Ipemed, la relation France-Algérie «n'est pas banale, mais énorme». Cette relation est «le pivot à partir duquel on va construire l'avenir», a-t-il dit, citant l'exemple de la France et de l'Allemagne qui, en dépit de 20 millions de morts de la guerre des deux côtés, ont fini par faire la paix et devenir les leaders de l'Europe actuelle. «De plus en plus, on assiste au retour de la proximité. La mondialisation nous a conduits à la crise de 2008 et au populisme en France avec la désindustrialisation», a ajouté l'économiste, signalant la naissance de «grandes régions» dont l'Europe, le Mercosur, et surtout l'Asie.

Aux yeux de M. Guigou, il faut désormais se «méfier» des accords de libres échanges avec l'Europe et sortir du commerce vers la co-production.

«On ne doit plus avoir des relations vendeur-acheteur, mais plutôt des relations entre partenaires», a-t-il recommandé.

Revenant sur le cadre juridique des investissements étrangers en Algérie, l'avocat aux Barreaux de Paris et d'Alger, Me Chems-Eddine Hafiz, a, de son côté souligné la «générosité» du Code des investissements de 2001 qui, a-t-il rappelé, donnait la possibilité aux investisseurs étrangers de «faire ce qu'ils veulent» en Algérie.

«Il y a eu énormément d'abus, des escroqueries, des affaires soumises aux juridictions algériennes parce que de nombreuses entreprises sont venues en Algérie pour gagner de l'argent, essayer de dilapider de manière éhontée l'économie nationale», a-t-il encore rappelé, expliquant l'avènement en 2009 de la Loi de finances complémentaires, un outil modifiant systématiquement depuis les règles du jeu avec l'introduction de l'exigence du 51/49.

Tout en soulignant que l'Algérie est un «pays souverain qui a établi les règles du jeu» en la matière, comme d'ailleurs d'autres pays, du Moyen-Orient notamment, M. Hafiz a affirmé que l'Algérie «n'a pas innové» dans ce domaine et qu'invoker cette règle du 51/49 «n'est parfois qu'un prétexte pour dire que le marché algérien n'est pas attractif». Intervenant au début de

la conférence, le Consul général d'Algérie à Paris, Rachid Ouali, s'est félicité de «l'excellence» des relations algéro-françaises notamment après la visite de France Hollande en Algérie. Une visite qui, a-t-il dit, a permis de «dépasser de nombreux contentieux et de signer des accords de coopération» entre les deux pays.

Il a réaffirmé la volonté de l'Algérie, dont les indicateurs macro-économiques sont au vert, de passer d'une économie «peu diversifiée à une économie entrepreneuriale».

Tout en plaçant pour la co-localisation des partenariats entre les deux pays, le diplomate algérien a indiqué que son pays ne doit plus être considéré comme un «débouché, un marché», mais comme un territoire où on devrait vendre et produire ensemble.

La Conférence-débat «Algérie à l'horizon 2030 : enjeux et perspectives» a été initiée par le l'Association Club Algérie XXI, en partenariat avec l'association Panthéon-Sorbonne Monde Arabe.

Le Club Algérie XXI se veut être un espace de réflexion pour la communauté algérienne à l'étranger, en organisant notamment des conférences, débats et tout autre événement ayant trait aux perspectives de développement du pays face aux enjeux du 21ème siècle et ses nouveaux défis.

ALGÉRIE - PORTUGAL

Le Portugal pour la tenue d'un Sommet
pour renforcer sa coopération avec l'Algérie

Le Portugal souhaite tenir un sommet bilatéral en 2014 pour renforcer sa coopération avec l'Algérie, a indiqué jeudi à Alger le vice-Premier ministre portugais, Paulo Sacadura Carbal Portas.

«La volonté des autorités portugaises, du président portugais et du chef du gouvernement portugais, est de pouvoir tenir en 2014 un sommet d'Etat entre nos deux pays (Algérie-Portugal) qui ont tout pour coopérer plus et encore mieux», a-t-il déclaré au terme d'une audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. Pour M. Carbal Portas, en visite en Algérie dans le cadre de la 4ème réunion du Groupe de travail économique algéro-portugais, les deux pays «ont la possibilité de renforcer leur coopération».

«Rencontrer le président Bouteflika c'est rencontré un ami. Un ami du Portugal. Un ami des relations entre le Portugal et l'Algérie», a-t-il affirmé.

«J'ai rencontré le président Bouteflika en 2011. A l'époque la situation du Portugal était très difficile. Il m'avait dit il faut tenir».

Aujourd'hui, en 2014, la situation du Portugal s'est considérablement améliorée et la croissance est de retour», a fait savoir le vice-Premier ministre portugais. «Aussi en 2011, le président avait une vision très lucide sur les événements dans la région et les faits lui ont donné raison», a-t-il estimé.

Au cours de l'audience, M. Portas a remis au président Bouteflika un message de son homologue portugais, Anibal Cavaco Silva.

L'audience, à laquelle a pris part le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement, Amara Benyounes, a permis au vice-Premier ministre portugais d'examiner avec le président Bouteflika l'état des relations algéro-portugaises.